

SEANCES DU SAMEDI 4 NOVEMBRE 1989
VERGADERINGEN VAN ZATERDAG 4 NOVEMBER 1989ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROPOSITIONS DE LOI (Discussion) :

Proposition de loi relative à l'interruption de grossesse, tendant à modifier les articles 348, 350 et 351 du Code pénal et à abroger les articles 352 et 353 du même code.

Proposition de loi relative à l'application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal.

Proposition de loi modifiant les articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (*Docs. n^{os} 569-1 et 2*).

Proposition de loi modifiant les articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insérant un article 353bis dans le même code.

Proposition de loi modifiant les articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (*Docs. n^{os} 594-1 et 2*).

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: MM. de Seny, Gijs, p. 348.

Examen des articles. — *Orateur*: M. le Président, p. 350.

A l'article 1^{er} : *Orateurs* : MM. Bockstal, Arts, de Seny, Erdman, p. 351.

A l'article 2, 1^o : *Orateur* : M. Cerexhe, p. 352.

A l'article 2, 2^o : *Orateurs* : MM. Cerexhe, Peeters, Baert, de Seny, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Desmedt, Dierickx, Lallemand, Cooreman, Erdman, p. 353.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

INHOUDSOPGAVE:

VOORSTELLEN VAN WET (Beraadslaging) :

Voorstel van wet betreffende de zwangerschapsafbreking, strekkende om de artikelen 348, 350 en 351 van het Strafwetboek te wijzigen en de artikelen 352 en 353 van hetzelfde wetboek op te heffen.

Voorstel van wet betreffende de toepassing van de artikelen 350, 351, 352, 353 en 383 van het Strafwetboek.

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 350 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de zwangerschapsafbreking (*Gedr. St. nrs. 569-1 en 2*).

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 348 en 350 tot 353 van het Strafwetboek en tot invoeging van een artikel 353bis in hetzelfde wetboek.

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 350 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de zwangerschapsafbreking (*Gedr. St. nrs. 594-1 en 2*).

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heren de Seny, Gijs, blz. 348.

Bespreking van de artikelen. — *Spreker*: de Voorzitter, blz. 350.

Bij artikel 1 : *Sprekers* : de heren Bockstal, Arts, de Seny, Erdman, blz. 351.

Bij artikel 2, 1^o : *Spreker* : de heer Cerexhe, blz. 352.

Bij artikel 2, 2^o : *Sprekers* : de heren Cerexhe, Peeters, Baert, de Seny, mevrouw Delruelle-Ghobert, de heren Desmedt, Dierickx, Lallemand, Cooreman, Erdman, blz. 353.

A l'article 2, 3° : *Orateurs* : MM. Cerexhe, Erdman,
Falise, Baert, p. 363.Bij artikel 2, 3° : *Sprekers* : de heren Cerexhe, Erdman, Falise, Baert, blz. 363.PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen et M. Mouton, secrétaires, prennent place au bureau.
Mevrouw Panneels-Van Baelen en de heer Mouton, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 heures.
De vergadering wordt geopend te 10 uur.

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'INTERRUPTION
DE GROSSESSE, TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES
348, 350 ET 351 DU CODE PENAL ET A ABROGER LES
ARTICLES 352 ET 353 DU MEME CODE

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'APPLICATION DES
ARTICLES 350, 351, 352, 353 ET 383 DU CODE PENAL

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 350 A
353 DU CODE PENAL RELATIFS A L'AVORTEMENT

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 348 ET
350 A 353 DU CODE PENAL ET INSERANT UN ARTICLE
353BIS DANS LE MEME CODE

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 350 A
353 DU CODE PENAL RELATIF A L'AVORTEMENT

Reprise de la discussion générale et examen des articles

VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE DE ZWANGER-
SCHAPSAFBREKING, STREKKENDE OM DE ARTIKE-
LEN 348, 350 EN 351 VAN HET STRAFWETBOEK TE
WIJZIGEN EN DE ARTIKEL 352 EN 353 VAN HET-
ZELFDE WETBOEK OP TE HEFFEN

VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE DE TOEPASSING
VAN DE ARTIKEL 350, 351, 352, 353 EN 383 VAN HET
STRAFWETBOEK

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKE-
LEN 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK BETREF-
FENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBREKING

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKE-
LEN 348 EN 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK
EN TOT INVOEGING VAN EEN ARTIKEL 353BIS IN
HETZELFDE WETBOEK

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKE-
LEN 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK BETREF-
FENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBREKING

*Hervatting van de algemene beraadslaging
en bespreking van de artikelen*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des propositions de loi relatives à l'interruption de grossesse.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de voorstellen van wet betreffende de zwangerschapsafbreking.

La parole est à M. de Seny.

M. de Seny. — Monsieur le Président, au terme de la discussion générale, j'aborderai essentiellement deux points: le premier, dont on a peu parlé, concerne la stratégie utilisée tant par les partisans que par les opposants de la proposition de loi; le second évoque l'avis du Conseil d'Etat.

Au sujet de la stratégie utilisée par chacun, je voudrais émettre quelques remarques. Il est vrai qu'en politique ce n'est pas tant ce qu'on dit ou ce qu'on veut dire qui importe, mais plutôt la manière de le dire. A ce niveau, je puis décerner un satisfecit aux deux auteurs de la proposition pour leur remarquable stratégie que j'illustrerai par quelques exemples. Au niveau politique, chacun aura pu remarquer le tir de barrage convergent organisé en direction du seul CVP, comme si ce parti était l'unique opposant à la proposition de loi. Or, du côté francophone, on rencontre une opposition dans tous les partis. Ainsi, le PSC compte quelque 99 p.c. d'opposants.

M. Péciaux. — C'est son droit!

M. de Seny. — Cette stratégie s'est parfaitement répercutée au niveau des médias. Ainsi, lors des diverses émissions qui se sont succédées depuis le mois de mars réunissant sept opposants à cette proposition de loi, la RTBF a donné cinq fois la parole à des membres du CVP et deux fois à des membres du PSC. Bienvenue sur les antennes francophones à nos amis du CVP! Je précise toutefois que des cinq personnes du CVP qui sont intervenues, M. Herman Van Rompuy a pris la parole deux ou trois fois, M. Aerts une ou deux fois et M. Martens une fois. La stratégie est donc au point.

Une stratégie se développe également au niveau du vocabulaire. On a assisté à un magnifique festival de sophismes. Le dernier du genre, nous l'avons entendu hier de la bouche de M. Lallemand. Selon lui, sa proposition de loi serait restrictive car dans la réalité, la situation en Belgique par rapport aux autres pays serait des plus laxistes. M. Lallemand affirme que si sa proposition de loi est votée, l'avortement sera moins pratiqué en Belgique que lorsque la loi l'interdisait.

Cette façon brillante de présenter les choses fut largement relayée, je le répète, par la plupart des médias qui ont constitué une merveilleuse caisse de résonance pour les auteurs de la proposition.

Si un étudiant m'interrogeait sur nos débats, je lui dirais que tout a été dit sur le fond et qu'il serait beaucoup plus intéressant d'examiner comment chacun a pu développer ses arguments, d'un point de vue stratégique.

En ce qui concerne l'avis du Conseil d'Etat, j'ai été, là aussi, quelque peu surpris par les réactions des auteurs de la proposition. Nous avons passé plusieurs mois à tenter de définir les notions « d'état de détresse » et de « détermination de la femme ». En commission, M. Lallemand, pour couper court à toute appréciation possible, a affirmé, dans une radicalisation de la proposition, que c'était bien la détermination de la femme qui prouvait sa détresse et qu'à ce titre, le médecin ne pouvait s'ériger en juge de cette détresse. Son rôle devait donc se limiter à constater une demande insistante. Selon M. Lallemand, la femme n'avait pas à se justifier devant le médecin.

Soudainement, après l'avis du Conseil d'Etat, dans un exposé comme toujours savant, nuancé et subtil, M. Lallemand a cherché à démontrer qu'il s'agissait de deux notions qui devaient, non plus se confondre, mais s'additionner. Il a donc affirmé que la détermination ne suffisait pas sans l'état de détresse et que la détresse sans la détermination ne pouvait justifier l'avortement. L'analyse du Conseil d'Etat serait donc un simple malentendu.

Je ne suis nullement convaincu de l'exactitude des explications de M. Lallemand. D'ailleurs, ce qui importe à mes yeux, c'est le contenu de la proposition lui-même. Selon celui-ci, c'est la détermination de la femme qui « objective », si l'on peut dire, la notion d'état de détresse. Après l'avis du Conseil d'Etat, le doute n'est plus permis, car il est tout à fait clair que seule la demande de la femme constitue l'élément essentiel qui autorise l'avortement. Peu importe finalement que la notion de détresse soit ou non maintenue.

Hier matin, je recevais encore une lettre d'un ancien juge d'instruction qui partageait les craintes du Conseil d'Etat sur l'introduction, dans le Code pénal, de la notion tellement subjective de détresse. Si cette notion est désormais admise, écrivait-il, comme tous les crimes et délits ont pour origine un état de détresse, on pourrait facilement être amené — pourquoi pas ? — à les retirer du code.

Dans de telles conditions, on peut imaginer que seules les infractions de police subsisteraient dans le Code pénal.

Selon la proposition, le contrôle exercé par le médecin est purement formel puisqu'il est souverain, c'est-à-dire qu'il n'offre aucune possibilité de contrôle ni de sanction judiciaire.

Face à de telles évidences, je pense qu'il ne peut plus être question de malentendu.

Pour les auteurs — ils l'ont dit hier — la notion de détresse est un élément capital et indépendant de la détermination de la femme. Dès lors, après l'avis du Conseil d'Etat, la logique commanderait que cette notion soit remplacée par une autre plus objective en droit. Je pense, par exemple, à la notion de l'état de nécessité. Dans le même temps, la responsabilité pénale du médecin devrait être accrue au niveau de son analyse de la situation et de la demande de la femme. Une autre solution serait que les auteurs retirent purement et simplement leur proposition puisque, selon l'analyse du Conseil d'Etat, elle aboutit, ce qui n'est pas le but visé, à l'avortement sur simple demande. (Applaudissements.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Gijs.

De heer Gijs. — Mijnheer de Voorzitter, op het einde van deze algemene bespreking heb ik over dit wetsvoorstel nog een korte beschouwing die niet van technische aard is. Ik zal later enkele voorbeelden aanhalen van argumenten die gisteren gebruikt werden in het debat en in de commissievergadering om aan te tonen dat de halsstarrigheid waarmee de indieners deze tekst verdedigen niet het gevolg is van een analyse van de woorden of van de teksten, maar een politieke oorsprong heeft. Op die manier groeien zij naar ons toe en vinden de teksten evenmin amendeerbaar als wij.

In de loop van de huidige legislatuur is het trouwens reeds tweemaal gebeurd dat een wisselmeerderheid een belangrijk advies van de Raad van State naast zich legt zonder daarbij andere argumenten te gebruiken dan dat de Raad van State het niet begrepen heeft of twijfelt aan de bekwaamheid van de raadsheren om het advies uit te brengen.

In de loop van het debat heeft zich een eigenaardige evolutie afgetekend in de argumenten die de indieners en de voorstanders van het wetsvoorstel hebben gebruikt. De argumenten van bij de aanvang van het debat zijn plots verdwenen terwijl, na de lectuur van het advies van de Raad van State, weer andere, vaak tegenstrijdige, argumenten zijn opgedoken. Ik heb zo objectief mogelijk naar dit alles geluisterd. Het is niet omdat ik gewend ben naar CVP-sprekers te luisteren, dat ik hen veel beter begrijp dan sommige sprekers die juridische karpersprongen en intellectuele evenwichtsoefeningen hebben gemaakt, en daardoor moeilijker te volgen zijn.

Collega Lallemand bijvoorbeeld heeft in de eerste vergadering van de commissie, waar ik toevallig aanwezig was, herhaaldelijk betoogd dat de strafwet geen code is voor het individueel moreel gedrag, maar alleen een code om het gedrag van de mensen te ordenen. Na het advies van de Raad van State verklaarden verscheidene commissieleden, teneinde het begrip noodsituatie tegen beter weten in toch in de tekst te kunnen behouden, dat de strafwet als een moreel signaal zou functioneren. In onze opmerkingen hebben wij geprobeerd aan te tonen dat de strafwet niet alleen iets regelt, maar ook een morele code is. Het argument als zou de strafwet zelfs een pedagogische waarde hebben, heb ik voorheen nooit gehoord en werd bij de aanvang van het debat zelfs tegengesproken door de indieners, of ten minste door de vader van het wetsvoorstel.

Ik acht de verdedigers van het wetsvoorstel te hoog om te geloven dat het toeval is dat zij slechte argumenten gebruiken. Ik wens het evenmin toe te schrijven aan hun mentale toestand, een soort obsessie van psychosomatische oorsprong. Hun argument als zouden wij gecomplexiseerd en gefrustreerd zijn en daardoor niet begrijpen wat in de tekst staat, verwerp ik.

Er wordt zelfs beweerd dat het begrip « noodsituatie » in de tekst moet worden behouden, niet om te worden gebruikt door de geneesheer of door de rechter, maar om de banalisering van de ingreep mede te bestrijden. Het zou dus een soort ethisch signaal zijn dat in de strafwet wordt opgenomen.

We kunnen ons moeilijk van de indruk ontdoen dat de indieners hun toevlucht nemen tot tegenstrijdigheden en intellectuele karpersprongen, om toch maar niet te moeten raken aan een begrip en een tekst die door zijn vaagheid het geweten van een aantal twijfelende collega's moet kunnen sussen. Dat is de politieke oorsprong van deze onbegrijpelijke halsstarrigheid om het nutloze woord « noodsituatie » in de tekst te houden. Men hoopt sommige collega's, die nog twijfelen om vrije abortus toe te staan tijdens de eerste drie maanden van de zwangerschap, toch nog te verleiden met dit woord.

Iemand zegde gisteren in de commissie dat het volgen van het advies van de Raad van State, het schrappen van de term « noodsituatie », de houding van de tegenstanders niet zou wijzigen — waarin hij gelijk had, wij zouden er even hard tegen gekant blijven als tegen het huidige voorstel van wet — maar een aantal voorstanders in moeilijkheden zou kunnen brengen. Ik ben er zeker van dat het lid dit niet zo heeft bedoeld, maar zijn opmerking wijst er nogmaals op dat de introductie van het begrip « noodsituatie » een noodzakelijke kunstgreep was om een meerderheid te vinden die bereid zou zijn dit voorstel van

wet aan te nemen. Ik heb de indruk dat men er vanuit gaat dat een aantal collega's dit soort schijnargument nodig hebben als een excuus om het voorstel van wet te kunnen aanvaarden.

De voorstanders van het voorstel die verklaren dat de Raad van State de tekst verkeerd heeft gelezen, wijs ik erop dat nog tal van andere juristen van onze en van andere fracties, die de commissiewerkzaamheden van nabij hebben gevolgd, de tekst dan blijkbaar ook verkeerd hebben gelezen. Als zoveel verstandige mensen — dat zijn ze toch neem ik aan — een tekst verkeerd begrijpen, dan zou iedere verstandige auteur zich moeten afvragen of hij zijn tekst niet opnieuw en in duidelijker bewoordingen moet schrijven.

Ik kan in dat verband anecdotes vertellen van toekomstige miliciens die in het Klein Kasteeltje verklaren dat zij kunnen schrijven, maar niet kunnen lezen, wat een eigenaardige situatie is. De selectieofficier vroeg dan iets op te schrijven; die man schreef iets neer, waarop de officier vroeg om te lezen wat hij had geschreven. Die man antwoordde dat hij het niet wist, want dat hij niet kon lezen. Wij bevinden ons een beetje in dezelfde surrealistische situatie dat de auteurs de tekst niet willen veranderen omdat zij menen dat het de best mogelijke tekst is, hoewel meer dan de helft van de verstandige mensen hem blijkbaar verkeerd lezen.

Ik kan tot geen andere conclusie komen dan dat de auteurs de tekst bewust onduidelijk willen houden omdat, en het wordt door het hele debat duidelijk, het begrip «noodsituatie» het camouflagenet is dat de werkelijke draagwijdte van het voorstel aan het oog van de wakkere burger moet onttrekken.

Uit sommige uiteenzettingen die gisteren in de commissie werden gehouden, bleek dat aan dit camouflagenet wordt vastgehouden met een ijver, een betere zaak waardig. Hoe anders kan men verklaren dat overigens verstandige en onderlegde commissieleden ons gisteren wilden doen geloven dat het schrappen van het begrip «noodsituatie», zoals de Raad van State voorstelt, zou neerkomen op het toestaan van abortus op aanvraag, alsof dit met de huidige tekst niet het geval zou zijn.

De Raad van State bevestigt alleen maar wat wij allemaal herhaaldelijk hebben gezegd, namelijk dat het begrip «noodsituatie» in het voorstel gewoon een synoniem is van de «vaste wil» van de vrouw om haar zwangerschap te doen afbreken. Nog flagranter is de uitspraak die wij gisteren in het debat hebben gehoord, dat de geneesheer tot wie een vrouw zich richt voor het uitvoeren van een abortus *provocatus*, twee voorwaarden moet onderzoeken, namelijk het bestaan van een noodtoestand en het bestaan van de vaste wil.

Het is echter voldoende dat er een vaste wil is om te besluiten dat er een noodsituatie is. Dat is een sofisme. Men moet zogezegd twee dingen nagaan, maar het ene is een vaste aanduiding dat het andere bestaat. Het is bijna niet te begrijpen dat een dergelijke redenering wordt gevolgd door personen die zolang met dit voorstel bezig zijn en ook beroepshalve met de juridische interpretatie van teksten worden geconfronteerd.

Het is een aanfluiting van de meest elementaire regels van de logica. Het is niet mijn taak — anderen hebben het al gedaan — om alle schijnargumenten tegen te spreken die in dit lange debat werden gehanteerd om het begrip «noodsituatie» toch een schijn van inhoud te geven.

Ik heb gepoogd de redenering van de indianers te volgen. Waarom willen ze het begrip «noodsituatie» toch in de tekst blijven hanteren? Gisteren stelde collega Arts de indianers van het voorstel van wet de vraag wat er gebeurt indien een vrouw blijk geeft van de vaste wil om haar zwangerschap af te breken en dat later schriftelijk bevestigt, maar niets wil zeggen over de noodsituatie waarin zij verkeert. Wordt de abortus dan uitgevoerd of niet? De indianers van dit voorstel hebben de stilte bewaard en geen antwoord gegeven.

Vanaf dat ogenblik moet het toch voor iedereen duidelijk zijn dat het begrip «noodsituatie» wordt gebruikt als camouflage.

Ik wil toch nog een argument aanhalen om te illustreren dat sommige leden, die de Raad van State verdenken van oppervlankigheid bij het lezen van dit voorstel van wet, op hun beurt blijk

geven van weinig leesvaardigheid. Een lid van de gemengde commissie verklaarde gisteren dat de Raad van State het schrappen van het begrip «noodsituatie» motiveert met het argument dat de raadsheren waarschijnlijk weigerachtig zouden staan tegenover nieuwe ideeën in de wetgeving, zoals het toekennen van een pedagogische waarde aan een wettekst.

Gisteren is hier nogmaals herhaald dat men niet huiverachtig moet staan tegenover radicale nieuwigheden in de wetgeving. Ik sta er persoonlijk niet huiverachtig tegenover, maar ze moeten wel zin hebben.

Gevestigde hoogleraren en magistraten zouden min of meer allergisch zijn voor nieuwe begrippen, maar uit het advies van de Raad van State blijkt in ieder geval geen allergie tegen nieuwe begrippen. De opmerking dat in de strafwet tal van subjectieve begrippen voorkomen, waarvan de interpretatie en dus de inhoud met de tijd evolueren, zoals «goede zeden» en «wettige zelfverdediging», heeft niet veel met het advies van de Raad van State te maken. Begrippen als «goede zeden» en «wettige zelfverdediging» zijn nuttig in de rechtspraak, zo meen ik althans als eenvoudige rechtsonderhorige, omdat ze de rechter toelaten in vonnissen in grotere mate rekening te houden met iedere specifieke situatie en ieder specifiek geval.

Het begrip «noodsituatie» in dit wetsvoorstel kan en mag niet door de rechter worden beoordeeld en zelfs niet door de geneesheer, omdat de vaste wil van de vrouw een weliswaar noodzakelijke, maar eveneens een voldoende voorwaarde is om tot het bestaan van een noodtoestand te moeten besluiten. Voor de kwaliteit van de rechtspraak gaat het dus om een nutteloos begrip. Het wordt door de Raad van State niet verworpen omdat het een nieuw begrip is, maar omdat het een nutteloos en misleidend nieuw begrip is.

Ik herhaal tot slot dat iedere objectieve en onbevooroordeelde toehoorder van dit debat tot het besluit moet komen dat het niet mogelijk is dat gewone juridische en legistische overwegingen ten grondslag liggen aan de halsstarrigheid van de indianers om het begrip «noodsituatie» in de tekst te bewaren.

Onze houding tegenover dit wetsvoorstel is reeds lang bekend. De uiteenzettingen van de voorstanders in de algemene bespreking en de manifeste onwil van de indianers om ook maar enigszins rekening te houden met de meest redelijke kritiek en suggesties, hebben onze houding zo mogelijk nog versterkt.

Onze fractie heeft er ruimschoots toe bijgedragen dat het debat in de Senaat sereen en hoogstaand was, maar een instelling wordt niet in de eerste plaats beoordeeld op basis van de manier waarop ze werkt, doch wel op basis van het produkt dat ze aflevert. Ik vrees dat het prestige van de Senaat niet zal toenemen wanneer we aan dit voorstel het statuut van ontwerp zouden verlenen.

Mijn conclusie is vandaag dezelfde als die van vorige week, maar ik zou ze, zo mogelijk, met nog meer overtuiging willen uitspreken. Mijn fractie zal alle democratische middelen en al haar energie gebruiken om te beletten dat dit voorstel ooit wet wordt. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het voorstel van wet betreffende de zwangerschapsafbreking, strekkende om de artikelen 348, 350 en 351 van het Strafwetboek te wijzigen en de artikelen 352 en 353 van hetzelfde wetboek op te heffen.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de la proposition de loi relative à l'interruption de grossesse tendant à modifier les articles 348, 350 et 351 du Code pénal et à abroger les articles 352 et 353 du même code.

Je signale qu'une série d'amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles de la proposition de loi en discussion.

Ik deel u mee dat een reeks amendementen ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verschillende artikelen van het in behandeling zijnde voorstel van wet.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés ?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden ?
(*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

Op verzoek van enkele indieners van amendementen en met instemming van de indieners van het voorstel van wet, stel ik voor de bespreking van artikel 2 volgende procedure voor. Wij zullen, de logica van het artikel volgend, de bespreking van dit artikel splitsen in vijf delen. In het eerste gedeelte bespreken wij het principe van het behoud in de strafwet, in het tweede gedeelte het principe van de noodsituatie. Een derde deel handelt over de voorwaarden die gesteld worden aan de vrouw en in een vierde deel bespreken wij de voorwaarden gesteld aan de geneesheer. In het vijfde deel tenslotte behandelen wij de periode na het verstrijken van de termijn van twaalf weken van de zwangerschap.

Dit stelt ons in staat de amendementen van de heer Cerexhe en van de heer Baert in een logische volgorde te klasseren, wat zal bijdragen tot een vlot verloop van het werk.

Je vous propose de scinder l'examen de l'article 2 en cinq parties : la première concerne le maintien de l'avortement dans le Code pénal ; la seconde, la situation de détresse ; la troisième, les conditions posées à la femme ; la quatrième, les conditions posées au médecin et, enfin, la cinquième, la période au-delà du délai de douze semaines.

Le Sénat se rallie-t-il à cette proposition qui me paraît logique et claire pour le bon déroulement de nos travaux ? (*Assentiment.*)

Je rappelle que le temps de parole dévolu à l'examen des articles est limité. Néanmoins, ce principe sera appliqué globalement car je présume que la justification de certains amendements prendra parfois dix minutes alors que d'autres nécessiteront moins de temps.

M. de Seny a déposé un amendement tendant à modifier l'intitulé et l'article 2 de la proposition. Or, aucun vote n'est requis sur l'intitulé. Dès lors, si l'amendement de M. de Seny à l'article 2 était adopté, l'intitulé serait automatiquement modifié. Dès que nous aborderons l'examen de l'article 2, M. de Seny justifiera cette modification éventuelle.

L'article 1^{er} est ainsi libellé :

Article 1^{er}. L'article 348 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

« Celui qui, médecin ou non, par un moyen quelconque, aura à dessein fait avorter une femme qui n'y a pas consenti, sera puni de la réclusion. Si les moyens employés ont manqué leur effet, l'article 52 sera appliqué. »

Artikel 1. Artikel 348 van het Strafwetboek wordt vervangen als volgt :

« Hij die, al dan niet geneesheer, door enig middel opzettelijk vruchtafdrijving veroorzaakt bij een vrouw die daarin niet heeft toegestemd, wordt gestraft met opsluiting. Indien de gebruikte middelen hun uitwerking hebben gemist, vindt artikel 52 toepassing. »

Het woord is aan de heer Bockstal.

De heer Bockstal. — Mijnheer de Voorzitter, ik maak van de bespreking van artikel 1 gebruik om nog even zeer kort terug te komen op de algemene bespreking, echter niet met de bedoeling om ze opnieuw te openen.

Het Parlement kan het advies van de Raad van State naast zich neerleggen. Een zaak is echter zeker : politiek kan men er niet naast kijken. Het is een feit en een feit is altijd eerbiedwaardiger dan de *lord mayor*. Dit advies van de Raad van State heeft voor mij persoonlijk als christen-democraat het grote voordeel dat het onthullend is en de maskers laat vallen. Om het met

evangelische woorden te zeggen : voor één keer zijn de kinderen van het licht slimmer dan de kinderen van de duisternis. Dat is niet altijd het geval. Politiek kan men niet langer loochenen dat onderhavig wetsvoorstel noch min noch meer abortus *à la carte* of op aanvraag betekent. Voor de ultra-feministen en sommige Agaleffers betekent het louter « baas in eigen buik ».

In het gevoerde debat shockeerde het mij vooral dat men dit altijd heeft geloofd. De primaire intenties van sommige indieners waren misschien meer sociaal en humaan, maar de realiteit van de tekst is duidelijk. Het gaat om een volkomen vrije abortus. De bevolking van België en vooral van Vlaanderen moet dit duidelijk weten. Weg met de tierlantijntjes en *window-dressing* ! Ik zeg dit met alle eerbied voor de andersdenkenden. Ik vraag hen enkel dit ook open en bloot te zeggen.

Vervolgens wijs ik op een andere realiteit. De zogenaamde noodgevallen, incest, verkrachting, gezondheid van de vrouw, gevaar voor haar leven, maken slechts — gelukkig maar — een klein percentage van de oorzaken van abortus uit. De hoofdrede is en blijft, zoals baron Clerdent en andere sprekers hebben aangehaald en zoals blijkt uit de rapporten van dokter Rein Bellen, de sociale druk, de omgeving, de financiële situatie en bij ongetrouwde vrouwen, de angst voor de schande. Hierover kan ik zeer kort gaan. Een moderne maatschappij, die deze naam waardig is, moet bij machte zijn deze vrouwen, jong en oud, minderjarig en meerderjarig, getrouwd en niet getrouwd, in aangepaste structuren op te vangen en moet een atmosfeer kunnen scheppen waarin ieder kind welkom is en met open armen in een warme, liefdevolle omgeving ontvangen en aanvaard wordt.

Tenslotte uit ik nog een laatste zorg. Ik heb er alle begrip voor dat het uitdragen van een zwangerschap in sommige gevallen zwaar en zelfs zeer zwaar kan zijn, maar vaak is de geboorte dan niet alleen een fysieke, maar ook een psychische verlossing. Bovendien slaat abortus *provocatus* bij vele vrouwen diepe, ongeneeslijke psychische wonden. Meer zeg ik niet. Hiermee hebben wij voldoende materie om een ander, meer ernstig debat te beginnen, namelijk over de zwangerschapsbegeleiding.

Tegelijkertijd moeten wij twee andere debatten aanvangen, namelijk over stervensbegeleiding en palliatieve verzorging en over de bio-ethische problematiek. Ik richt mij nu in het bijzonder tot mijn eigen partij. Laten wij dit debat vlug beginnen. Laten wij geen tien jaar wachten. Laten we vermijden dat andersdenkende en goedmenende collega's een voorstel over euthanasie, al dan niet *à la carte*, indienen. Laten we de eenentwintigste eeuw niet ingaan in een hygiënische, klinisch zuivere, maar onmenselijke Huxleyaanse *brave new world*.

Met artikel 1 heb ik uiteraard geen enkel probleem. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Arts.

De heer Arts. — Mijnheer de Voorzitter, de wijziging die wordt voorgesteld is slechts ogenschijnlijk niet erg belangrijk. Het gaat echter om een gelijkenschakeling van de geneesheer met alle andere mededaders van het misdrijf van de vruchtafdrijving.

Dat is de essentie van de wijziging. Ik acht het belangrijk dit hier aan te stippen.

M. le Président. — M. Lenfant et consorts proposent l'amendement que voici :

« A l'article 348, tel qu'il est proposé à cet article, après le mot « *consenti* » insérer les mots « *ou celui qui aura par quelque moyen que ce soit incité une femme à se faire avorter.* »

« In artikel 348, zoals voorgesteld door dit artikel, na het woord « *toegestemd* » in te voegen de woorden « *of die door enigerlei middel een vrouw heeft aangezet haar vrucht te laten afdrijven.* »

La parole est à M. de Seny.

M. de Seny. — Monsieur le Président, de nombreuses femmes se font avorter parce qu'elles sont l'objet de pressions de la part de leur entourage, qu'il s'agisse de médecins, de leur compagnon ou de toute autre personne. Ces pressions les empêchent de réfléchir de manière objective et dans un climat de sérénité.

Il faudrait donc condamner non seulement les médecins qui auraient pratiqué un avortement sans le consentement de la femme, mais également ceux qui auraient incité celle-ci à avorter. Tel est l'objectif de notre amendement. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb er tijdens mijn uiteenzetting in de algemene bespreking reeds op gewezen dat die toevoeging totaal overbodig is, omdat in artikel 66 van het Strafwetboek reeds duidelijk wordt bepaald dat als mededader wordt beschouwd degene die « aanzet tot... ».

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 1 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 1^{er} sont réservés.

L'article 2 est ainsi rédigé :

Art. 2. L'article 350 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o Celui qui, par aliments, breuvages, médicaments ou par tout autre moyen aura fait avorter une femme qui y a consenti, sera condamné à un emprisonnement de trois mois à un an et à une amende de cent francs à cinq cents francs.

Toutefois, il n'y aura pas d'infraction lorsque la femme enceinte, que son état place en situation de détresse, a demandé à un médecin d'interrompre sa grossesse et que cette interruption est pratiquée dans les conditions suivantes :

a) L'interruption doit intervenir avant la fin de la douzième semaine de la conception;

b) Elle doit être pratiquée, dans de bonnes conditions médicales, par un médecin, dans un établissement de soins où existe un service d'information qui accueillera la femme enceinte et lui donnera des informations circonstanciées, notamment sur les droits, aides et avantages garantis par la loi et les décrets aux familles, aux mères célibataires ou non, et à leurs enfants, ainsi que sur les possibilités offertes par l'adoption de l'enfant à naître et qui, à la demande soit du médecin soit de la femme, accordera à celle-ci une assistance et des conseils sur les moyens auxquels elle pourra avoir recours pour résoudre les problèmes psychologiques et sociaux posés par sa situation.

2^o Le médecin sollicité par une femme en vue d'interrompre sa grossesse doit :

a) Informer celle-ci des risques médicaux actuels ou futurs qu'elle encourt en raison de l'interruption de grossesse;

b) Rappeler les diverses possibilités d'accueil de l'enfant à naître et faire appel, le cas échéant, au personnel du service visé au 1^o, b, du présent article pour accorder l'assistance et donner les conseils qui y sont visés.

c) S'assurer de la détermination de la femme à faire pratiquer une interruption de grossesse.

L'appréciation de la détermination et de l'état de détresse de la femme enceinte qui conduit le médecin à accepter d'intervenir, est souveraine lorsque les conditions prévues au présent article sont respectées.

3^o Le médecin ne pourra, au plus tôt, pratiquer l'interruption de grossesse que six jours après la première consultation prévue et après que l'intéressée a exprimé par écrit, le jour de l'intervention, sa détermination à y faire procéder.

Cette déclaration sera versée au dossier médical.

4^o Le médecin ou toute autre personne qualifiée de l'établissement de soins où l'intervention a été pratiquée, doit assurer l'information de la femme en matière de contraception.

5^o Aucun médecin, aucun infirmier ou infirmière, aucun auxiliaire médical n'est tenu de concourir à une interruption de grossesse.

Le médecin sollicité est tenu d'informer l'intéressé, dès la première visite, de son refus d'intervention.

6^o Au-delà du délai de douze semaines, l'interruption volontaire de grossesse ne pourra être pratiquée que lorsque la poursuite de la grossesse met en péril grave la santé de la femme ou lorsqu'il est certain que l'enfant à naître sera atteint d'une affection d'une particulière gravité et reconnue comme incurable au moment du diagnostic. Dans ce cas, le médecin sollicité s'assurera le concours d'un deuxième médecin, dont l'avis sera joint au dossier.

Art. 2. Artikel 350 van hetzelfde wetboek wordt vervangen als volgt :

« 1^o Hij die door spijzen, dranken, artsenijen of door enig ander middel vruchtafdrijving veroorzaakt bij een vrouw die daarin heeft toegestemd, wordt veroordeeld tot gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en tot geldboete van honderd frank tot vijfhonderd frank.

Er is evenwel geen misdrijf wanneer de zwangere vrouw die door haar toestand in een noodsituatie verkeert, een geneesheer verzoekt haar zwangerschap af te breken en indien de zwangerschapsafbreking uitgevoerd wordt onder de volgende voorwaarden :

a) De zwangerschapsafbreking moet plaatsvinden vóór het einde van de twaalfde week na de bevruchting;

b) De zwangerschapsafbreking moet onder medisch verantwoorde omstandigheden door een geneesheer worden verricht in een instelling voor gezondheidszorg waaraan een voorlichtingsdienst is verbonden die de zwangere vrouw opvangt en haar omstandig inlicht, inzonderheid over de rechten, de bijstand en de voordelen, bij wet en decreet gewaarborgd aan de gezinnen, aan de al dan niet gehuwde moeders en hun kinderen, alsook over de mogelijkheden om het kind dat geboren zal worden te laten adopteren en die, op verzoek van de geneesheer of van de vrouw, haar hulp en raad geeft over de middelen waarop zij een beroep zal kunnen doen voor de oplossing van de psychologische en maatschappelijke problemen welke door haar toestand zijn ontstaan.

2^o De geneesheer tot wie een vrouw zich wendt om haar zwangerschap te laten afbreken, moet :

a) De vrouw inlichten over de onmiddellijke of toekomstige medische risico's waaraan zij zich blootstelt door het afbreken van de zwangerschap;

b) De verschillende opvangmogelijkheden voor het kind dat geboren zal worden in herinnering brengen en, in voorkomend geval, een beroep doen op het personeel van de dienst bedoeld in het 1^o, b, van dit artikel om de daar bepaalde hulp en raad te geven.

c) Zich vergewissen van de vaste wil van de vrouw om haar zwangerschap te laten afbreken.

De appreciatie van de geneesheer over de vaste wil en de noodsituatie van de zwangere vrouw, op basis waarvan hij aanvaardt de ingreep uit te voeren, kan niet meer worden aangevochten indien is voldaan aan de in dit artikel bepaalde voorwaarden.

3^o De geneesheer kan de zwangerschapsafbreking niet eerder verrichten dan zes dagen na de eerste raadpleging en nadat de vrouw, de dag van de ingreep, schriftelijk te kennen heeft gegeven dat ze vastbesloten is de ingreep te ondergaan.

Deze verklaring moet bij het medisch dossier worden gevoegd.

4^o De geneesheer of een andere bevoegde persoon van de instelling voor gezondheidszorg waar de ingreep is verricht,

moet aan de vrouw de nodige voorlichting verstrekken inzake contraceptiva.

5° Geen geneesheer, geen verpleger of verpleegster, geen lid van het paramedisch personeel kan gedwongen worden medewerking te verlenen aan een zwangerschapsafbreking.

De geneesheer die weigert een dergelijke ingreep te verrichten, is gehouden de vrouw bij haar eerste bezoek in kennis te stellen van zijn weigering.

6° Na de termijn van twaalf weken kan de zwangerschap slechts worden afgebroken, indien het voltooiën van de zwangerschap een ernstig gevaar inhoudt voor de gezondheid van de vrouw of indien vaststaat dat het kind dat geboren zal worden, zal lijden aan een uiterst zware kwaal die als ongeneeslijk wordt erkend op het ogenblik van de diagnose. In dat geval moet de geneesheer tot wie de vrouw zich heeft gewend, de medewerking vragen van een tweede geneesheer, wiens advies bij het dossier moet worden gevoegd.

Zoals afgesproken behandelen wij eerst het eerste deel van dit artikel.

Ainsi que nous en sommes convenus, nous examinons d'abord la première partie de cet article relative au maintien de l'avortement dans le Code pénal.

La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, en réalité, le texte qui nous est proposé réduit les peines prévues à l'article 350 du Code pénal actuel. Nous considérons qu'en droit pénal existe toujours une certaine relation entre l'importance et l'intensité de la peine et le principe ou la règle qui ont été violés.

Or, il nous apparaît que la vie en devenir constitue malgré tout une valeur fondamentale et qu'il y a donc lieu de maintenir les sanctions prévues par le Code pénal actuel.

M. le Président. — Nous examinons maintenant le volet de l'article relatif à la situation de détresse de la femme.

Wij behandelen nu het gedeelte van het artikel betreffende het principe van de noodsituatie.

M. Cerexhe et consorts proposent l'amendement que voici :

« Remplacer cet article par les dispositions suivantes :

« Dans le même code sont insérés les articles 350bis à 350quinquies (nouveaux), libellés comme suit :

« Art. 350bis. § 1^{er}. Est exceptée de la disposition prévue à l'article 350, l'interruption volontaire de grossesse, expressément demandée par la femme et pratiquée dans les douze semaines de la fécondation, conformément aux dispositions prévues par le § 2 du présent article, si elle est justifiée par des raisons graves, certaines et durables, mettant sérieusement en danger les conditions essentielles de vie de la femme et si aucune alternative ne s'est révélée possible.

§ 2. L'interruption volontaire de grossesse visée au § 1^{er} du présent article, ne peut avoir lieu que dans les conditions suivantes :

1° Elle doit être pratiquée par un médecin, dans un établissement de soins, hospitalier ou extra-hospitalier, doté d'un service d'accueil et d'information, agréé par les autorités compétentes dans les conditions qu'elles déterminent;

2° Elle ne peut intervenir que si la femme a préalablement consulté le service d'accueil et d'information visé au 1^o, et y a effectivement reçu une assistance et des conseils appropriés sur les moyens auxquels elle pourrait avoir recours pour résoudre les problèmes posés par sa situation, ainsi que des informations précises et circonstanciées, notamment, sur les aides et avantages prévus par la loi, le décret ou l'ordonnance, aux familles, aux femmes enceintes, aux mères célibataires ou non et à leurs enfants, et sur les possibilités légales d'adoption;

3° Elle ne peut avoir lieu au plus tôt qu'à partir du septième jour qui suit la date à laquelle la femme enceinte a consulté

pour la première fois le médecin sollicité en vue d'interrompre sa grossesse ainsi que le service d'accueil et d'information. »

« Art. 350ter. Tout médecin sollicité en vue d'interrompre une grossesse dans les conditions prévues à l'article 350bis est soumis aux obligations suivantes :

1° Il doit informer la femme des risques médicaux actuels ou futurs qu'elle encourt en raison de l'interruption de grossesse et l'aider à prendre conscience de ses responsabilités;

2° Il doit s'assurer, notamment sur la base d'un rapport écrit émanant du service d'accueil et d'information, que la femme a consulté ce dernier et a effectivement reçu l'aide et les informations visées à l'article 350bis, § 2, 2^o, et que les conditions de l'article 350bis, §§ 1^{er} et 2, sont remplies;

3° Il doit recueillir, le jour de l'intervention, le consentement écrit de la femme à l'interruption de grossesse;

4° Il doit établir un dossier contenant :

— Un rapport sur les conditions dans lesquelles il a estimé devoir pratiquer l'interruption de grossesse, avec l'indication de la date de la première visite de la femme ainsi que celle du jour où l'interruption de grossesse est pratiquée;

— Le rapport du service d'accueil et d'information que la femme a consulté;

— La déclaration écrite de la femme enceinte, visée au 3^o.

Ce dossier doit être conçu sous forme anonyme.

5° Il doit informer la femme de manière précise sur les différentes méthodes contraceptives. »

« Art. 350quater. Aucun médecin, aucun infirmier ou infirmière, aucun auxiliaire médical et paramédical n'est tenu de concourir à une interruption de grossesse.

Tout médecin sollicité est tenu d'informer l'intéressée dès la première visite de son refus d'intervention. »

« Art. 350quinquies. Au-delà de la douzième semaine de la fécondation, l'interruption volontaire de grossesse n'est exceptée des dispositions de l'article 350 que dans les cas suivants :

— Lorsqu'il existe un péril impossible à éviter autrement et menaçant la vie de la mère ou sa santé physique d'une atteinte considérée médicalement comme grave et durable;

— Lorsqu'il est certain que le développement du fœtus aboutira à la naissance d'un enfant considéré médicalement comme non viable ou dépourvu des fonctions vitales essentielles.

Dans ces cas, outre les obligations prévues à l'article 350bis et 350ter, aucune interruption de grossesse ne peut être pratiquée que si le médecin sollicité s'est adjoint le concours de deux médecins considérés comme spécialistes en raison de l'état de la femme enceinte ou de l'enfant et dont les rapports seront joints au dossier. »

« Dit artikel te vervangen door de volgende bepalingen :

« In hetzelfde wetboek worden de artikelen 350bis tot 350quinquies (nieuw) ingevoegd, luidende :

« Art. 350bis. § 1. Het bepaalde in artikel 350 is niet van toepassing op de zwangerschapsafbreking die uitdrukkelijk door de vrouw is gevraagd en die binnen twaalf weken na de bevruchting is uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van § 2 van dit artikel, indien ter rechtvaardiging van de ingreep gewichtige, vaststaande en blijvende redenen aangevoerd kunnen worden waardoor de essentiële bestaansvoorwaarden van de vrouw ernstig in gevaar gebracht worden en indien geen alternatief mogelijk is gebleken.

§ 2. De zwangerschapsafbreking bedoeld in § 1 van dit artikel kan alleen worden uitgevoerd onder de volgende voorwaarden :

1° De zwangerschapsafbreking moet worden verricht door een geneesheer in een ziekenhuis of gespecialiseerd centrum waaraan een opvang- en voorlichtingsdienst verbonden is en dat door de bevoegde overheid is erkend onder de door haar te bepalen voorwaarden;

2° De zwangerschap kan alleen dan worden afgebroken indien de vrouw vooraf de in 1° bedoelde opvang- en voorlichtingsdienst geraadpleegd heeft waar zij daadwerkelijke hulp en raad heeft gekregen over de middelen waarop zij een beroep kan doen voor de oplossing van de problemen die door haar toestand zijn ontstaan, en waar zij eveneens nauwkeurige en omstandige inlichtingen heeft gekregen inzonderheid over de bijstand en de voordelen die bij wet, decreet of ordonnantie worden toegekend aan de gezinnen, de zwangere vrouwen, de al dan niet gehuwde moeders en hun kinderen, evenals over de wettelijke adoptiemogelijkheden;

3° De zwangerschap kan eerst worden afgebroken vanaf de zevende dag na die waarop de zwangere vrouw zich voor het eerst tot de geneesheer heeft gewend om haar zwangerschap te laten afbreken en de opvang- en voorlichtingsdienst geraadpleegd heeft. »

« Art. 350ter. De geneesheer tot wie een vrouw zich wendt om haar zwangerschap te laten afbreken onder de voorwaarden bepaald in artikel 350bis, moet voldoen aan de volgende verplichtingen:

1° Hij moet de vrouw inlichten over de onmiddellijke of latere medische risico's waaraan zij zich blootstelt door het afbreken van de zwangerschap en haar helpen opdat zij zich bewust zou worden van de verantwoordelijkheid die zij draagt;

2° Hij moet, onder meer op basis van het schriftelijk verslag van de opvang- en voorlichtingsdienst, zich ervan vergewissen dat de vrouw deze dienst geraadpleegd heeft, dat zij de in artikel 350bis, § 2, 2°, bedoelde hulp en inlichtingen inderdaad gekregen heeft en dat aan de in artikel 350bis, §§ 1 en 2, bedoelde voorwaarden voldaan is;

3° De dag van de ingreep moet hij de vrouw schriftelijk laten verklaren dat zij met de zwangerschapsafbreking instemt;

4° Hij moet een dossier aanleggen waarin zijn opgenomen:

— Een verslag over de redenen waarom hij heeft gemeend de zwangerschap te moeten afbreken, met vermelding van de datum van het eerste bezoek van de vrouw en de datum waarop de zwangerschap is afgebroken;

— Het verslag van de opvang- en voorlichtingsdienst die de vrouw geraadpleegd heeft;

— De in h. 3° bedoelde schriftelijke verklaring van de zwangere vrouw.

Dit dossier moet anoniem worden opgesteld.

5° Hij moet de vrouw nauwkeurig informatie verstrekken over de verschillende anticonceptiemiddelen. »

« Art. 350quater. Geen geneesheer, geen verpleger of verpleegster, geen lid van het medisch en paramedisch personeel kan gedwongen worden medewerking te verlenen aan een zwangerschapsafbreking.

De geneesheer die weigert een dergelijke ingreep te verrichten, is gehouden de vrouw bij haar eerste bezoek in kennis te stellen van zijn weigering. »

« Art. 350quinquies. Na de twaalfde week te rekenen van de bevruchting wordt artikel 350 alleen dan niet toegepast:

— Wanneer een anderszins niet te weren gevaar bestaat waarbij het leven van de moeder wordt bedreigd of haar lichamelijke gezondheid wordt aangetast door een uit medisch oogpunt ernstige en blijvend geachte kwaal;

— Wanneer vaststaat dat de foetus zodanig zal ontwikkelen dat er een kind geboren zal worden dat uit medisch oogpunt als niet levensvatbaar wordt beschouwd of bij wie essentiële levensfuncties ontbreken.

Naast de verplichtingen opgelegd door de artikelen 350bis en 350ter, mag de zwangerschap niet worden afgebroken tenzij de geneesheer tot wie de vrouw zich wendt, zich verzekerd heeft van de medewerking van twee geneesheren die, gelet op de toestand van de zwangere vrouw of van het kind, beschouwd worden als specialisten ter zake en wier verslagen bij het dossier moeten worden gevoegd. »

La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, je voudrais m'attarder quelque peu sur la défense de ce premier amendement à l'alinéa 2 du 1° qui reprend véritablement l'essentiel de notre proposition. Il vise effectivement à déterminer le champ d'application de l'exception que nous apportons aux articles 350 et 351 du Code pénal, à savoir le principe de la condamnation de l'interruption volontaire de grossesse. Le texte dont nous débattons, prévoit qu'il n'y a pas d'infraction lorsque l'interruption volontaire de grossesse a été pratiquée sur une femme en situation de détresse et à sa demande. Considérant que cette exception est trop large, nous nous sommes, par le biais de cet amendement, efforcés de la circoncrire, en prévoyant qu'il n'y a pas d'infraction si l'interruption volontaire de grossesse a été pratiquée à la suite « de raisons graves, certaines et durables, mettant sérieusement en danger les conditions essentielles de la vie de la femme et si aucune alternative ne s'est révélée possible ».

La modification que nous introduisons ne constitue, sur le plan juridique, ni une cause de justification ni une excuse. En effet, des causes de justification supposent que soient réunis tous les éléments constitutifs de l'infraction et que le fait délictueux soit reconnu comme licite en raison de certains éléments déterminés, lesquels sont, dans notre système juridique, la légitime défense, l'état de nécessité et l'ordre de la loi, en ce compris le commandement légal de l'autorité. Il s'agit donc, à travers des causes de justification, de rendre conforme au droit, un fait apparemment illégal.

Notre texte ne peut davantage être assimilé à des causes d'excuse, qu'elles soient absolutoires ou, au contraire, atténuantes car l'objet d'une cause d'excuse est d'exempter ou d'atténuer une peine sans que l'acte illégal soit en rien justifié.

Compte tenu du fait qu'il ne s'agit ni d'une cause de justification ni d'une cause d'excuse, la philosophie de notre amendement est inspirée d'une technique parfois utilisée dans notre Code pénal, à savoir la non-incrimination de certaines personnes. Notre Code pénal comporte effectivement plusieurs dispositions qui n'incriminent pas, en raison de liens de parenté ou d'alliance, des personnes qui ont commis une infraction. Je citerai notamment le recel de criminels, l'aide à l'évasion de détenus, le vol, l'escroquerie et l'abus de confiance.

Partant de cette technique de non-incrimination de personnes, nous avons estimé que nous pouvions peut-être ne pas incriminer certains faits, voire certains comportements. Tels sont le sens et la portée de notre amendement: non-incrimination de certains comportements, mais dans des conditions bien précises.

Ces conditions sont au nombre de trois et cumulatives. Il faut, en premier lieu, que les raisons soient graves, certaines et durables; ensuite, qu'elles mettent sérieusement en danger les conditions essentielles de la vie de la femme et, enfin, qu'il n'y ait aucune alternative possible.

Si vous me le permettez, je reprendrai une à une ces trois conditions.

Il faut d'abord des raisons graves, certaines et durables.

La notion de raison implique l'existence d'une ou de plusieurs causes, sans lesquelles un fait ne peut avoir lieu.

Si ces raisons sont, pour nous, indifférentes quant à leur nature, nous exigeons cependant qu'elles soient graves, c'est-à-dire qu'elles revêtent une certaine importance.

Comme je l'ai déjà dit, le concept de gravité n'est pas inconnu dans notre système juridique. Nous le trouvons en matière de divorce pour cause déterminée; en effet, on ne peut divorcer qu'en cas d'injure grave. Selon l'article 1352 de notre Code civil, le juge ne peut se référer à des présomptions et à des indices que si ceux-ci sont graves.

Le Code pénal français — et nous ne sommes plus, ici, en matière de droit civil — condamne l'abandon de famille sauf si le père ou la mère peut justifier de motifs graves.

Notre Code pénal actuel contient de nombreuses dispositions — dont je vous épargnerai l'énumération — qui érigent des

comportements en infraction dès lors qu'ils présentent une certaine gravité, bien entendu, laissée à l'appréciation du juge.

Je vous livre quelques exemples. L'article 347bis, qui ne date pas de 1810 ou 1867, mais fut introduit par la loi du 2 juillet 1975, parle, en matière de prise d'otages, de mutilations graves.

La même expression se retrouve aux articles 429 et 430. L'article 422bis, également récent dans notre Code pénal, punit la non-assistance à une personne exposée à un péril grave.

L'emploi de ce terme ne suppose donc pas l'utilisation d'un concept qui serait étranger à notre ordre juridique. Les magistrats savent très bien ce que représente cette notion de gravité, ainsi que son intensité.

Les raisons doivent, par ailleurs, être certaines. Je ne m'attarderai pas sur ce concept de certitude et me bornerai à dire qu'il ne doit planer aucun doute quant à sa réalité.

Enfin, l'amendement que nous présentons stipule que les raisons pouvant justifier l'absence d'infraction doivent avoir une certaine durée, ce qui exclut les raisons purement éphémères, passagères ou temporelles.

La deuxième condition prévoit que les raisons graves mettent sérieusement en danger les conditions essentielles de vie de la femme.

Nous avons exigé cette condition pour éviter que l'on n'envisage des raisons graves d'une manière abstraite, c'est-à-dire sans relation directe et immédiate avec la situation et la condition de la femme car, à notre estime, les raisons graves, c'est-à-dire les causes énoncées hier par M. Lallemand, doivent directement ébranler, influencer ou perturber la personne de la femme.

On pourrait certes nous objecter de ne pas avoir défini cette notion de « condition essentielle ». Mais, sur ce point, nous restons fidèles à l'interprétation que nous avons donnée, en 1977, au sein de la commission Harmel, et selon laquelle les cas dans lesquels on peut exempter une interruption volontaire de grossesse de l'application de la loi pénale, supposent « une évaluation globale de tous les éléments propres à chaque cas individuel ».

Troisième condition : l'interruption volontaire de grossesse suppose qu'il n'y ait pas d'autre alternative. J'y ai déjà fait allusion à plusieurs reprises : il doit s'agir du dernier moyen, de l'ultime recours.

On ne peut recourir à un avortement qui empêche un être d'accéder à la qualité de personne humaine, que si l'objectif poursuivi, à savoir la sauvegarde des intérêts et de la condition de la femme, ne peut être atteint d'aucune autre manière. La réalisation de l'objectif ne doit pas se faire au prix d'un sacrifice exagéré au regard de notre échelle commune de valeurs. Cette idée d'une certaine proportionnalité se retrouve d'ailleurs dans toute une série de législations dont la législation portugaise qui, bien que très libérale, stipule que l'interruption volontaire de grossesse doit constituer l'unique moyen d'écarter une atteinte à la santé physique ou mentale de la femme.

Pour le Code pénal suisse, il doit s'agir d'un danger impossible à contourner d'une autre manière. Aux Pays-Bas, dont on a vanté la législation, l'interruption volontaire de grossesse doit paraître inéluctable étant donné la situation de détresse de la femme.

Telles sont les circonstances dans lesquelles le législateur, sans cautionner, autoriser ou permettre l'interruption volontaire de grossesse, s'abstiendrait de la sanctionner pénalement. Dans les circonstances que je viens de décrire, nous laissons donc à la femme la responsabilité de se déterminer.

Afin que nos paroles et nos intentions soient bien comprises, je reprendrai les propos que j'ai tenus au cours de la discussion générale : si, dans des situations dramatiques, voire inhumaines parfois, une femme a le courage de conserver l'être en devenant qu'elle porte en elle, elle mérite notre admiration. J'estime

cependant que nous ne pouvons exiger de toute femme se trouvant dans la même situation, un tel acte d'héroïsme et surtout que nous n'avons pas le droit de condamner quelqu'un qui n'aurait pas été capable de pareil héroïsme.

Il n'en reste pas moins que notre amendement se distingue fondamentalement de la proposition dont nous débattons. Pour nous, la femme ne peut envisager cette interruption que si des raisons compensent véritablement le sacrifice d'une vie en devenir. Certains n'y croient pas — je le sais —, mais nous nous sommes efforcés d'objectiver les circonstances dans lesquelles une interruption volontaire de grossesse peut avoir lieu et ce, d'une part, au nom du droit de la société à contrôler son avenir et son devenir et, d'autre part, afin d'éviter toute décision discrétionnaire de la part des magistrats.

Il reste — j'en terminerai par là — une question délicate qui est celle de l'intervention du pouvoir judiciaire à l'égard de ces conditions que nous prévoyons.

Il est vrai qu'à partir du moment où nous soumettons l'interruption volontaire de grossesse à certaines conditions, il y a lieu de retenir la possibilité d'un contrôle du pouvoir judiciaire. Mais ne relève-t-il pas de la mission du juge de veiller à l'application de la loi, de toute loi ? Pourquoi, en cette matière, refuser au juge la possibilité d'intervenir ?

Il n'est pas question, dans notre esprit, de faire du juge un censeur de chaque cas particulier. Il appartiendra à la femme et à son médecin, dans le dialogue singulier qu'ils auront et compte tenu des mesures d'encadrement que nous avons organisées, de constater si les conditions de la loi sont bien respectées.

Le juge ne sera appelé à intervenir qu'*a posteriori*, s'il est saisi soit sur la base d'une plainte, soit sur la base d'informations qui lui parviendraient ; il ne pourra intervenir que s'il devait y avoir excès, abus ou éventuellement détournement de la loi.

C'est d'ailleurs notre démarche quotidienne à l'égard de toute règle de droit : naturellement et spontanément, nous appliquons une loi générale et abstraite à des situations particulières, à des cas individuels, sans aucune intervention du pouvoir judiciaire. Ce n'est qu'en cas d'application incorrecte que le pouvoir judiciaire est appelé à intervenir. Pourquoi en serait-il autrement en matière d'interruption volontaire de grossesse ?

Je sais qu'une objection va alors surgir : comment le pouvoir judiciaire pourra-t-il analyser des considérations aussi personnelles et des circonstances aussi particulières ? Je reconnais que se pose là une difficulté.

Mais les magistrats ne sont-ils pas appelés, tous les jours, à rechercher des intentions, à les apprécier, à les situer dans un contexte, un environnement familial et social ?

Lorsqu'il y a lieu, en droit pénal, d'apprécier une infraction fondée sur le défaut de prévoyance, sur la négligence, c'est nécessairement en fonction de l'ensemble des intérêts du cas d'espèce que le juge va se prononcer. Lorsque, pour certaines infractions, le législateur exige le *dolus specialis* qui s'exprime sous des formes diverses — « méchamment, avec intention frauduleuse, à dessein de nuire », dans certains cas même, « par haine » — le juge doit aussi rechercher des intentions et des motivations personnelles.

Pourquoi exclure cette recherche des causes dès lors qu'il s'agit d'une interruption volontaire de grossesse ?

Si j'ai procédé, monsieur le Président, à une analyse technique de notre amendement, c'est pour tenter de démontrer que, dans sa structure, il n'est pas du tout contradictoire avec notre système juridique et qu'il s'apparente, au contraire, à de nombreuses dispositions de notre droit pénal.

Toutefois, au-delà de ces considérations techniques, le débat s'avère plus profond.

Selon nous, l'accession à la qualité de personne humaine ne peut être refusée à un être en devenir sans qu'il y ait des raisons

graves et sérieuses. Nous n'acceptons pas qu'une personne puisse librement disposer d'une autre même si cette dernière est encore imparfaite et en devenir.

Par contre, nous ne pouvons méconnaître la situation de la personne de la femme, engagée au plus profond de son être, de son existence, de sa liberté et de sa responsabilité.

Telle est la justification de notre amendement qui n'est pas un compromis — comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner, on ne peut admettre de compromissions sur des valeurs de société —, mais qui s'efforce de tenir compte de deux intérêts valables: d'une part, l'être humain en devenir et, d'autre part, la personne de la femme. (Applaudissements.)

De Voorzitter. — Bij artikel 2 werd een amendement ingediend door mevrouw Herman en de heer Lallemand c.s. De diensten van de Senaat zullen zo vlug mogelijk het amendement ronddelen. Ik zal straks eventueel de vergadering schorsen om de leden van de Senaat de gelegenheid te geven kennis te nemen van dit amendement.

Un amendement à l'article 2 vient d'être déposé par Mme Herman-Michielsens, M. Lallemand et consorts. Les services feront le nécessaire pour que le texte de cet amendement soit distribué au plus vite. La séance sera éventuellement suspendue jusqu'au moment où tous les membres seront en possession de cet amendement.

De heren Baert en Peeters stellen volgend amendement voor:

« In artikel 350, zoals voorgesteld door dit artikel, het 1^o, het 2^o, het 3^o, het 4^o en het 5^o te vervangen als volgt:

« 1^o Hij die door spijzen, dranken, artsenijen of door enig ander middel vruchtadrijving veroorzaakt bij een vrouw die daarin heeft toegestemd, wordt veroordeeld tot gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en tot geldboete van honderd frank tot vijfhonderd frank.

Het feit zal evenwel niet worden bestraft, indien de zwangere vrouw door haar toestand in een noodsituatie verkeert en zij een geneesheer uitdrukkelijk heeft verzocht haar zwangerschap af te breken, voor zover de zwangerschapsafbreking wordt uitgeoefend onder de hierna in dit artikel bepaalde voorwaarden.

Een noodsituatie in de zin van het vorige lid bestaat wanneer gewichtige, vaststaande en blijvende redenen aanwezig zijn, waardoor de essentiële bestaansvoorwaarden van de vrouw ernstig in gevaar worden gebracht, zodanig dat menselijkerwijze de bestraffing van de vruchtadrijving niet gewenst is en maatschappelijk gezien bestraffing ofwel niet gewenst ofwel zonder nut is, ofwel en ten hoogste slechts een maatschappelijk nut heeft dat niet opweegt tegen het bijkomende trauma van strafvervolg en bestraffing.

De in het tweede lid van dit nummer bedoelde voorwaarden zijn:

a) De zwangerschapsafbreking moet plaatsvinden vóór het einde van de twaalfde week na de bevruchting;

b) De zwangerschapsafbreking moet onder medisch-verantwoorde omstandigheden door een geneesheer worden verricht in een door de bevoegde overheid onder de door haar te bepalen voorwaarden erkende instelling voor gezondheidszorg waaraan een voorlichtingsdienst is verbonden die de zwangere vrouw opvangt en haar omstandig inlicht, inzonderheid over de rechten, de bijstand en de voordelen, bij wet en decreet gewaarborgd aan de gezinnen, aan de al dan niet gehuwde moeders en hun kinderen, alsook over de mogelijkheden om het kind dat geboren zal worden te laten adopteren en die haar hulp en raad geeft over de middelen waarop zij een beroep zal kunnen doen voor de oplossing van de psychologische en maatschappelijke problemen welke door haar toestand zijn ontstaan.

2^o Opdat voor de geneesheer die de zwangerschapsafbreking uitvoert de strafbaarheid zou wegvallen moet hij bovendien:

a) De vrouw inlichten over de onmiddellijke of toekomstige medische risico's waaraan zij zich blootstelt door het afbreken van de zwangerschap;

b) De verschillende opvangmogelijkheden voor het kind dat geboren zal worden in herinnering brengen en, in voorkomend geval, een beroep doen op het personeel van de dienst bedoeld in het 1^o, vierde lid, b, van dit artikel om de daar bepaalde hulp en raad te geven;

c) Er zich van vergewissen dat aan de vrouw de voorafgaande voorlichting is verstrekt zoals bedoeld in 1^o, vierde lid, b.

3^o Opdat de strafbaarheid van zwangerschapsafbreking in geval van noodsituatie zoals bedoeld in 1^o, tweede en derde lid, van dit artikel zou wegvallen is bovendien vereist dat een wachttijd van ten minste zeven dagen in acht wordt genomen vanaf de oorspronkelijke aanvraag van de vrouw, en dat zij die aanvraag na de voorlichting bedoeld in 1^o, vierde lid, en 2^o, a en b, van dit artikel schriftelijk bevestigt, ten minste vierentwintig en ten hoogste achtenveertig uur vóór de ingreep. Deze bevestiging wordt bij het medisch dossier gevoegd.

4^o De geneesheer of een andere bevoegde persoon van de instelling voor gezondheidszorg waar de ingreep is verricht, moet aan de vrouw de nodige voorlichting verstrekken inzake contraceptiva.

5^o Geen geneesheer, geen verpleger of verpleegster, geen lid van het paramedisch personeel kan gedwongen worden medewerking te verlenen aan een zwangerschapsafbreking.

De geneesheer die weigert een dergelijke ingreep te verrichten, is gehouden de vrouw bij haar eerste bezoek in kennis te stellen van zijn weigering.»

« A l'article 350, tel qu'il est proposé à cet article, remplacer les 1^o, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o par les dispositions suivantes:

« 1^o Celui qui, par aliments, breuvages, médicaments ou par tout autre moyen, aura fait avorter une femme qui y a consenti, sera condamné à un emprisonnement de trois mois à un an et à une amende de cent francs à cinq cents francs.

Toutefois, le fait ne sera pas sanctionné lorsque la femme enceinte, que son état place en situation de détresse, aura expressément demandé à un médecin d'interrompre sa grossesse et que cette interruption est pratiquée dans les conditions prévues ci-après dans le présent article.

Il y a situation de détresse au sens de l'alinéa précédent lorsqu'il existe des raisons sérieuses, certaines et persistantes qui mettent gravement en péril les conditions essentielles d'existence de la femme, en sorte que, du point de vue humain, la répression pénale de l'avortement n'est pas souhaitable et que, du point de vue social, cette répression n'est pas souhaitable, ou ne présente aucune utilité, ou n'a tout au plus qu'une utilité sociale qui est hors de proportion avec le traumatisme supplémentaire occasionné par des poursuites pénales et l'application d'une peine.

Les conditions visées au deuxième alinéa du présent 1^o sont les suivantes:

a) L'interruption doit intervenir avant la fin de la douzième semaine de la conception;

b) Elle doit être pratiquée, dans de bonnes conditions médicales, par un médecin, dans un établissement de soins agréé par l'autorité compétente aux conditions à fixer par celle-ci et auquel est rattaché un service d'information qui accueillera la femme enceinte et lui donnera des informations, notamment sur les droits, aides et avantages garantis par la loi et les décrets aux familles, aux mères célibataires ou non et à leurs enfants, ainsi que sur les possibilités offertes par l'adoption de l'enfant à naître, et qui lui accordera une assistance et des conseils sur les moyens auxquels elle pourra avoir recours pour résoudre les problèmes psychologiques et sociaux posés par sa situation.

2^o Afin que l'interruption de grossesse perde son caractère punissable pour le médecin qui la pratique, il faut en outre que celui-ci:

a) Informe la femme des risques médicaux actuels ou futurs qu'elle court en raison de l'interruption de grossesse;

b) Rappelle les diverses possibilités d'accueil de l'enfant à naître et fasse appel, le cas échéant, au personnel du service visé au 1^o, quatrième alinéa, b, du présent article, pour accorder l'assistance et donner les conseils qui y sont visés;

c) S'assure que la femme a reçu les informations préalables visées au 1^o, quatrième alinéa, b.

3^o Pour que l'interruption de grossesse perde son caractère punissable en cas de situation de détresse au sens du 1^o, deuxième et troisième alinéas, du présent article, il faut en outre qu'un délai de réflexion d'au moins sept jours à compter de la demande initiale de la femme ait été respecté, et qu'après avoir reçu les informations visées au 1^o, quatrième alinéa, et au 2^o, a et b, du présent article, elle ait confirmé sa demande par écrit, quarante-huit heures au plus et vingt-quatre heures au moins avant l'interruption. Cette confirmation est versée au dossier médical.

4^o Le médecin ou toute autre personne qualifiée de l'établissement de soins où l'intervention a été pratiquée, doit assurer l'information de la femme en matière de contraception.

5^o Aucun médecin, aucun infirmier ou infirmière, aucun auxiliaire paramédical ne peut être tenu de concourir à une interruption de grossesse.

Le médecin qui refuse de pratiquer une telle intervention est tenu d'aviser la femme de son refus lors de sa première visite. »

Het woord is aan de heer Peeters.

De heer Peeters. — Mijnheer de Voorzitter, wij hoeven het niet meer te herhalen, hoewel *bis repetita placent*. Zowel in de commissie als ter gelegenheid van onze uiteenzetting in de openbare vergadering, hebben wij duidelijk gesteld dat het debat rond het abortusprobleem essentieel draait rond drie vragen.

Ten eerste, erkent de wetgever de maatschappelijke realiteit van de noodsituatie bij zwangerschap, met andere woorden, erkent de wetgever dat in bepaalde existentiële conflictsituaties zwangerschapsafbreking de enig mogelijke oplossing is?

Ten tweede, oordeelt de wetgever het aangewezen dat de strafwet aan deze maatschappelijke realiteit wordt aangepast?

Ten derde, hoe wordt de noodsituatie bij zwangerschap het duidelijkst en het meest doeltreffend juridisch omschreven?

Pas bij de uiteenzetting van haar voorzitter, de heer Van Rompuy, spreekt de CVP zich voor het eerst uit voor een wijziging van de strafwet in bepaalde noodsituaties die hij als volgt omschrijft: « De onherstelbare schade aan het bestaan van de vrouw door het verderzetten van de zwangerschap en als het morele leed menselijkerwijze te groot is voor iemand om de zwangerschap verder te kunnen zetten. » Hij voegt er bovendien aan toe « omdat het hier gaat om mogelijk zeer subjectieve toestanden, noemt men best deze situaties op in de wet ». Hij citeert als voorbeeld incest en verkrachting.

De Volksunie heeft van bij het begin van het abortusdebat gesteld dat de fundamentele vraag is hoe het begrip « noodsituatie » waarin abortus straffeloos kan geschieden zo duidelijk en zo doeltreffend mogelijk juridisch kan worden gedefinieerd en hoe en door wie deze noodtoestand dient te worden vastgesteld en te worden beoordeeld.

Het advies van de Raad van State, dat hier gisteren uitvoerig ter sprake kwam, geeft de Volksunie in essentie gelijk. De Raad van State stelt vast dat het wetsvoorstel-Lallemand-Herman-Michielsens geen juridisch valabel antwoord geeft op twee fundamentele vragen, precies wat de Volksunie van bij het begin en ook nadien herhaaldelijk heeft gezegd: hoe kun je een noodsituatie juridisch formuleren en wie gaat die vaststellen en beoordelen?

Jammer genoeg hebben wij gisteren moeten vaststellen dat de discussie over het advies van de Raad van State zich beperkt heeft tot een destructieve afbraak van het voorstel in plaats van te leiden tot een nieuwe constructieve formulering. Wij vragen

ons af of er uitgaande van het Volksunie-voorstel *in extremis* geen consensus kan worden bereikt. En wij kunnen de heer Van Rompuy bijvallen als hij zegt dat de inzet van dit debat het leven of de dood van een mens in wording is. Als wij ons verzetten en steeds zullen blijven verzetten tegen het voorstel-Lallemand-Herman-Michielsens, dan is dit omdat dit voorstel voorbijgaat aan een zeer belangrijk element waarmee ik in mijn praktijk van medicus geconfronteerd wordt wanneer ik de noodsituatie van een zwangere vrouw moet beoordelen, namelijk het evenwaardig recht op bescherming van het leven van een ongeboren mens.

Zowel in ons voorstel als in onze amendementen is die beschermwaardigheid essentieel. De vraag rond het precieze ontstaan van het menselijk leven is voor ons niet ter zake en de bio-ethische controverse over het « volwaardig » menselijk leven is overbodig. Voor ons blijft abortus in ieder geval een strafbaar feit. Maar strafbaar betekent daarom nog niet altijd strafwaardig. In de praktijk kunnen conflictsituaties ontstaan waarbij twee waarden van een zelfde orde moeten worden afgewogen: enerzijds het recht op leven van een mens in wording, anderzijds het recht op volwaardig menselijk leven van een vrouw die recht heeft op individuele integriteit, in haar relatie, in haar gezin, in de maatschappij. Wanneer de conflictsituatie dermate existentieel is en uit een vergelijkend waardeoordeel blijkt dat zwangerschapsafbreking de enige oplossing is, dan pas kan men spreken van een noodsituatie.

De noodsituatie kan *grosso modo* juridisch op twee wijzen worden geformuleerd. Ten eerste als een rechtvaardigingsgrond: een limitatieve opsomming van concrete situaties en indicaties stelt dat abortus in een aantal gevallen niet strafbaar is. Dat is de weg die de heer Van Rompuy enigszins heeft aangeduid, maar die wij niet kunnen volgen om redenen die ik straks zal verduidelijken. Ten tweede kan de noodsituatie als verschoningsgrond in de wet worden ingeschreven waarbij de noodsituatie dan wordt beoordeeld aan de hand van een juridisch hanteerbare algemene norm die de strafbaarheid van abortus niet opheft, maar de strafwaardigheid ervan doet vervallen.

Na discussies met deskundigen van verschillende disciplines en met uiteenlopende ethische visies, heeft onze partij tenslotte als algemene norm gekozen voor de verschoningsgrond omdat een opsomming van concrete situaties nooit volledig kan zijn en omdat een brede interpretatie ervan uiteindelijk leidt tot een feitelijke liberalisering van abortus. Ik geef een voorbeeld: is verkrachting altijd een reden tot zwangerschapsafbreking? Wie zal uitmaken of het om een verkrachting gaat?

Vanuit mijn 27 jaar ervaring als vertrouwensarts kan ik getuigen dat verkrachting binnen het huwelijk een maatschappelijke realiteit is. Deze schijnbaar eenvoudige omschrijving van indicatie tot zwangerschapsafbreking in een limitatieve lijst opnemen lijkt ons niet tegemoet te komen aan de realiteit van de noodsituatie.

Wat is specifiek aan de noodsituatie in het geval van zwangerschapsafbreking?

Een eerste element is dat men in de specifieke situatie van abortus zelden of nooit kan spreken van eenduidigheid. De noodsituatie is hier haast altijd de resultante van een aantal elementen van een grote verscheidenheid, die bovendien geval per geval in verschillende mate en op verschillende wijze aanwezig zijn. Met andere woorden, in het geval van abortus is nagenoeg iedere noodsituatie een zeer individueel probleem, waarbij het slechts mogelijk is aan de hand van een algemene norm alle elementen van het zwangerschapsgebeuren te evalueren.

Alleen door een vergelijkend waardeoordeel kan aan de betrokken vrouw het advies worden verstrekt dat in dit geval de noodsituatie dermate existentieel is dat een eventuele zwangerschapsafbreking vereist is.

Een tweede belangrijk kenmerk van de noodsituatie bij abortus is dat zij haast nooit absoluut is. Met stijgende verwondering heb ik tijdens het debat in de commissie en in openbare vergadering vastgesteld hoezeer men vertrouwt op de exactheid van de medische diagnosestelling en prognoses. De medische evaluatie

is een kansberekening van mogelijkheden met de grootst mogelijke waarschijnlijkheid. De medische wetenschap kan niet berekenen hoe groot een bepaalde genetische afwijking zal zijn. U hebt verwezen, collega Van Rompuy, naar de uitspraak van professor Van den Bergh. Dat brengt mij meteen bij uw vierde indicatie voor zwangerschapsafbreking, namelijk een genetische afwijking die niet met een menswaardig leven verenigbaar zou zijn.

Die absolute uitspraak mag van de medische wereld niet worden verwacht, evenmin dat zij een vast percentage van kansen kan stellen.

Hoeveel kansen op tien zijn er dat een bepaalde medische aandoening, zoals bijvoorbeeld borstkanker, zal leiden tot fataliteit, onder invloed van oestrogenen van een zwangerschap? Ook daar heeft men met een kansberekening te maken waar uiteindelijk de betrokkene vrouw de beslissing zal moeten nemen. Wenst zij de drie kansen op tien te benutten om een kind tot voldragenheid te brengen, of wenst zij de zeven of acht kansen op tien voor een fatale afloop niet te nemen? Hoeveel moeilijker is het dan nog wanneer een aantal menselijke en maatschappelijke risicofactoren, aan een bepaalde zwangerschap verbonden, bij de vorming van dit vergelijkend waardeoordeel over een conflictsituatie in het spel zijn.

Een derde en belangrijkste eigenschap van de noodsituatie bij zwangerschap, die ik reeds aangekondigd heb, is het vergelijkend waardeoordeel in een existentieel conflict tussen twee waarden van een zelfde orde. Op welke normen baseert men zich om een dergelijk vergelijkend waardeoordeel uit te spreken wanneer het gaat tussen het recht op leven van de mens in wording en het recht op een volwaardig menselijk leven van de vrouw die hierdoor in een conflictsituatie terechtkomt?

In ons amendement hebben wij, na langdurig overleg, besloten een algemene norm te hanteren om de noodsituatie te omschrijven. De juridische verantwoording van onze formulering kwam gisteren reeds ter sprake en zal vandaag door collega Baert verder worden toegelicht. Een aantal opmerkingen die de heer Lallemand hierover gisteren reeds heeft geformuleerd, zullen wij proberen te weerleggen. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Baert.

De heer Baert. — Mijnheer de Voorzitter, strikt juridisch gezien kan ik de heer Cerexhe wel bijvallen. Wij hebben op 23 februari 1989 reeds een voorstel van wet ingediend waarin wij, als eersten, getracht hebben de noodsituatie te omschrijven. Onze partij had zich daarover trouwens reeds enkele jaren geleden duidelijk uitgesproken. Ons voorstel kwam dus in feite neer op het omzetten in een wettelijk van een standpunt dat wij reeds vroeger hadden ingenomen.

Bij de aanvang van de bespreking in de commissie hebben wij aangekondigd dat wij dat wetsvoorstel opnieuw zouden indienen in de vorm van een amendement, aangezien het oorspronkelijk wetsvoorstel-Lallemand-Herman-Michielsens als basis van de bespreking werd genomen.

Een aantal leden van de PSC hebben op 26 april op hun beurt ook een aantal amendementen in die zin ingediend. Zij werden een eerste keer aangepast op 22 mei en later volgde nog een aanpassing. Deze amendementen hadden ook tot doel de noodsituatie te omschrijven en de beoordeling aan de rechter over te laten.

Of het nu om gronden van rechtvaardiging of van verschoning gaat, dan wel om het gewoon in bepaalde gevallen niet strafbaar stellen van bepaalde personen die bij een misdrijf zijn betrokken, heeft relatief weinig belang.

Het strafrecht en bijvoorbeeld de *Codes Larcier* zijn daarom trent nogal onduidelijk: in artikel 78 wordt bepaald dat er geen gronden van verschoning zijn tenzij ze in de wet worden bepaald. Men verwijst daarbij naar een aantal artikelen die de heer Cerexhe daarstraks heeft aangehaald als zijnde artikelen waarin het niet gaat om gronden van rechtvaardiging of van verschoning maar om het niet-strafbaar stellen van bepaalde personen in

bepaalde gevallen, bijvoorbeeld artikel 462 betreffende diefstal tussen echtgenoten waar wel sprake zou zijn van een grond van verschoning, althans volgens de auteurs van de *Codes Larcier*.

Zoals ik reeds zegde lijkt mij de discussie die daaromtrent bestaat in de rechtsleer in de praktijk niet zo belangrijk. Belangrijk is dat hier een element wordt aangehaald, hoe men het ook moge noemen, waardoor bepaalde personen onder bepaalde voorwaarden niet strafbaar zijn.

Wij hebben, om dezelfde redenen als de heer Cerexhe trouwens, geopteerd voor een algemene omschrijving. Het is immers niet mogelijk een opsomming te geven van een aantal gevallen, want die opsomming zal altijd te breed, altijd te ruim en tegelijkertijd onvolledig zijn. Zoals de heer Peeters het daarstraks heeft gezegd, zullen sommige gevallen die men gemeenlijk als noodsituatie beschouwt, het niet noodzakelijk zijn. In andere gevallen daarentegen die men niet van tevoren kan voorzien, kan het wel degelijk om een noodsituatie gaan.

Het essentiële, waarover ik nog iets zou willen zeggen, is de reden waarom wij menen dat de strafrechter in die zaken bevoegd moet blijven.

De heer Cerexhe heeft het al gezegd, en ik zelf ook gisteren, dat de strafrechter dagelijks moet oordelen over subjectieve elementen in vrijwel alle misdrijven aangezien telkens het intentioneel element is vereist opdat er een misdrijf zou zijn. Dit kan soms zeer delicaat zijn wanneer een bijzonder opzet is vereist. Bovendien hebben een aantal vage en algemene begrippen in ons strafrecht in de loop der jaren door de rechtspraak een vrij concrete en duidelijke, aan iedereen bekende inhoud gekregen.

Waarom dan de rechter de bevoegdheid ontzeggen om over die gronden van niet-strafbaarheid te oordelen, tenzij, maar dan moet het ook duidelijk worden gezegd zodat men over de juiste draagwijdte van de teksten discussieert, — tenzij men ervan uitgaat dat abortus als dusdanig wanneer die geschiedt op verzoek van de vrouw en in bepaalde voorwaarden van medische en psychologische begeleiding, niet meer strafbaar is. Met andere woorden, dat abortus uit de strafwet wordt gehaald; zoals de heer Henrion zegde, *sort du droit pénal*.

Gedragingen die niet aan de strafrechter kunnen worden voorgelegd, behoren niet tot het strafrecht. Immers, essentieel voor strafrecht is dat rechtbanken de bevoegdheid en de taak hebben burgers tot straffen te veroordelen wegens bepaalde gedragingen.

Ik heb zeer aandachtig geluisterd naar de interessante uiteenzetting van mevrouw Herman gisteravond. Toch is bij mij de bedenking ontstaan dat indien men het zo ziet, de noodsituatie dan eigenlijk altijd bestaat. De vrouw vraagt het, de geneesheer mag niet voor haar beslissen, de vrouw beslist de abortus te laten uitvoeren, de geneesheer apprecieert, dit wil dus zeggen dat de laatste persoon bij wie zij komt degene is die de abortus uitvoert. Dan is er een noodsituatie. Daaruit volgt dat men in wezen stelt dat er bij alle abortussen een noodsituatie bestaat, dus nooit nog een misdrijf. Dat gaat voor ons nu precies te ver, daarmee kunnen wij het niet eens zijn.

Daarom hebben wij een amendement ingediend en wij vragen dat men zeer goed zou nadenken wanneer daarover wordt gestemd.

Het amendement was oorspronkelijk anders opgevat dan dat van de heer Cerexhe c.s. Wij stelden ons eerder op het standpunt van de rechter. Wij gingen ervan uit dat de noodsituatie alleen bestaat als menselijkerwijze de bestraffing van de vruchtafdrijving niet gewenst is en maatschappelijk gezien de bestraffing, ofwel niet gewenst, ofwel zonder nut is, ofwel en ten hoogste slechts een maatschappelijk nut heeft, dat niet opweegt tegen het bijkomende trauma van strafvervolgning en bestraffing.

De heer Cerexhe c.s. benadert de noodsituatie meer vanuit het standpunt van de vrouw, namelijk «wanneer gewichtige, vaststaande en blijvende redenen aanwezig zijn waardoor de essentiële bestaansvoorwaarden van de vrouw ernstig in gevaar worden gebracht».

Nadat wij hierover in de commissie hadden gediscussieerd, hebben wij geprobeerd die twee opvattingen met mekaar te verzoenen en de tekst die werd voorgesteld door de heer Cerexhe c.s. grotendeels te integreren in het amendement dat wij hebben ingediend. Wij stellen hierin voor dat de strafbaarheid zal wegvallen wanneer — en dan volgt het grootste deel van de tekst van de collega's van de PSC, en nadien de onze.

Ik meen dat in die omstandigheden de strafrechter over meer dan voldoende degelijke criteria beschikt om in voorkomend geval niet te straffen wegens de aanwezigheid van de aldus omschreven noodsituatie.

Dit wil overigens in de eerste plaats zeggen dat het parket over voldoende elementen zal kunnen beschikken om niet te vervolgen zodat dergelijke zaken allicht nooit meer voor een rechtbank komen van zodra er sprake is van een noodsituatie.

Zou een zaak toch voor de rechtbank worden gebracht, dan zal de rechtbank, die vaststelt dat de voorwaarden van de noodsituatie zoals bepaald in de gecombineerde tekst die wij hebben opgesteld, zijn vervuld, de betrokkene kunnen vrijspreken.

Ik verzoek iedereen ernstig na te denken vooraleer dit amendement te verwerpen. Degenen die voor het voorstel zijn, moeten weten dat het misdrijf « abortus » volkomen uit de strafwet wordt gelicht en degenen die er tegen zijn, moeten beseffen dat het beter is een amendement waardoor het principe van de strafbaarheid wordt behandeld, aan te nemen dan de tekst van het voorstel integraal te laten doorgaan. (*Applaus.*)

M. le Président. — M. de Seny propose de modifier l'intitulé comme suit :

« Dans l'intitulé de la proposition de loi et à l'article 350, tel que proposé par l'article 2, remplacer chaque fois le mot « interruption » par le mot « suppression » et le mot « interrompre » par le mot « supprimer. »

« In de Franse tekst van het opschrift van het voorstel van wet en in artikel 350, zoals voorgesteld door artikel 2, het woord « interruption » telkens te vervangen door het woord « suppression » en het woord « interrompre » door het woord « supprimer. »

La parole est à M. de Seny.

M. de Seny. — Monsieur le Président, cette modification qui concerne la technique linguistique proprement dite pourra sans doute recueillir l'unanimité. Elle sera d'ailleurs peut-être la seule à être adoptée puisque de toutes parts, nous nous déclarons de bonne foi. M. Lallemand, qui est aussi un romaniste distingué, ne me contredira sans doute pas.

Il est fait un usage impropre du mot « interruption » — lequel signifie suspension ou cessation momentanée et non pas cessation définitive — dans l'expression « interruption de grossesse ».

En effet, quand, en son article 25, paragraphe 2, le règlement du Sénat dispose que « les demandes tendant à l'ajournement ou à la clôture du débat interrompent immédiatement la discussion en cours », cela signifie que cette discussion peut, le cas échéant, être reprise. Par contre, dans le cas de l'« interruption de grossesse », la grossesse ne peut être reprise puisqu'elle a été purement et simplement supprimée.

Soucieux du bon usage de la langue française, nous vous demandons de bien vouloir adopter la présente modification qui permettra, en outre, de mettre en concordance les textes français et néerlandais de la proposition de loi : le terme français « suppression » correspond bien au terme néerlandais « afbreking ».

Dans toutes les dispositions de la proposition de loi où figurent les expressions « interruption de grossesse » et « interrompre sa grossesse », les mots « interruption » et « interrompre » devraient donc être remplacés par les mots « suppression » et « supprimer ». (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Monsieur le Président, je voudrais très brièvement synthétiser l'analyse juridique que j'ai faite lors de mon intervention, à propos des dispositions et amendements qui sont défendus à l'article 2.

A titre personnel, j'estime que ce texte comporte une contradiction flagrante : d'une part, le principe initialement énoncé réside dans le caractère punissable de l'avortement ; d'autre part, on s'empresse, après avoir énoncé ce principe, de le vider de son contenu en le dépénalisant, sur la base d'un critère qui, à mes yeux, n'a aucune portée juridique, et le Conseil d'Etat l'a confirmé. Ce concept d'état de détresse est finalement une cause de justification *sui generis* qui ne pourra être appréciée par qui que ce soit.

Si l'on maintient l'IVG dans le Code pénal et que l'on souhaite la dépénaliser, on ne peut le faire, me semble-t-il, que selon des conditions — M. Cerexhe les a rappelées tout à l'heure — qui constituent une cause de justification conforme aux principes de notre droit pénal, c'est-à-dire une cause de justification objectivable et pouvant être soumise à l'appréciation d'un juge.

C'est pourquoi, tant en commission qu'en séance publique, j'ai proposé de remplacer l'état de détresse par l'état de nécessité. A mon sens, cette notion présente l'avantage d'être connue de longue date dans notre système juridique et peut, dès lors, être plus facilement appréhendée. Elle constituerait, par conséquent, un gage de sécurité juridique.

Je désirerais également objectiver cette cause de justification par référence à la santé de la femme. Telle que considérée par l'OMS, cette notion est très large. Je regrette que cette proposition n'ait pas été retenue.

Ne pouvant déroger à cette logique juridique, je me distancie donc des amendements proposés par mes collègues. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Desmedt.

M. Desmedt. — Monsieur le Président, l'article 2 constitue la colonne vertébrale de la proposition de loi qui nous est soumise. C'est la raison pour laquelle je souhaite donner mon opinion sur les amendements déposés par M. Cerexhe et plusieurs membres du groupe PSC.

Préalablement, j'émettrai une remarque : ces derniers jours, du côté CVP et PSC, il a beaucoup été question de recherche d'un consensus. Depuis le début de cette législature, c'est la première fois que ce mot « consensus » est si souvent prononcé. Nombre d'autres projets importants — la réforme de l'Etat notamment — nous ont été présentés. Il n'a, alors, jamais été question de consensus, mais d'une majorité imposant sa volonté à la minorité.

Aujourd'hui, pour la première fois dans cette législature, la famille sociale-chrétienne est placée en situation de minorité sur une question importante. J'ai le sentiment que c'est précisément parce qu'elle refuse de l'admettre qu'elle appelle le consensus.

Cela dit, que faut-il penser des amendements déposés par M. Cerexhe et ses collègues PSC ? Ces amendements nous sont présentés dans le but de trouver un accord. Personnellement, je pense qu'ils sont totalement incompatibles avec la philosophie de la proposition de loi.

En réalité, les amendements apportent cinq modifications au texte de la proposition. Tout d'abord, il est question de l'agrégation des centres où les avortements seraient pratiqués. Ensuite, il y a tentative d'objectivation des cas dans lesquels un avortement se justifierait. L'établissement d'un dossier médical de fond est abordé en troisième lieu. La quatrième démarche évoque la possibilité d'intervention du pouvoir judiciaire. Enfin, il est question de la création d'un collège d'évaluation.

Pour ce qui est de l'agrégation des centres, je pense que ce problème concerne essentiellement la Communauté flamande. Je comprends parfaitement l'inquiétude de mes collègues flamands,

partisans de la proposition, qui craignent que, par le biais de l'agrégation, l'application effective de la loi, si elle est votée, ne puisse s'effectuer. Je répète que ce problème se pose principalement au nord du pays, mais le législateur national doit cependant se prononcer à cet égard. Pour les raisons que j'ai évoquées, il n'est cependant pas souhaitable d'envisager d'agréer des centres qui devraient alors relever des pouvoirs communautaires.

J'ai lu le texte de M. Cerexhe concernant l'établissement d'un dossier médical de fond. J'en conclus que, dans ce dossier, le médecin devrait reprendre les motivations pour lesquelles il estime que l'avortement a pu être pratiqué. J'imagine, monsieur Cerexhe, que, dans votre esprit, ce dossier pourrait éventuellement servir par la suite, en cas de poursuite notamment. Sinon, je ne vois pas très bien l'intérêt de ce dossier.

Concrètement, vous proposez des amendements — qui, en fait, constituent une contre-proposition de loi — parce que vous souhaitez — le groupe PSC l'a répété à plusieurs reprises — que cette proposition, si elle est votée, soit effectivement appliquée, contrairement à la situation de « non-droit » que nous connaissons actuellement.

Je voudrais attirer votre attention sur le point suivant. Nous sommes d'accord sur le chiffre de quinze mille avortements pratiqués annuellement en Belgique. Dans un premier temps, en tous cas, si la proposition de loi est adoptée, le nombre d'avortements ne s'en trouvera pas sensiblement réduit. Votre texte signifierait-il qu'à l'avenir, les parquets devraient poursuivre uniquement sur plainte comme c'est le cas actuellement? Nous savons maintenant que sur quinze mille avortements, cinquante seulement sont poursuivis. Ou imaginez-vous que les parquets pourraient régulièrement consulter des dossiers dans les centres qui pratiquent des avortements pour déterminer s'il y a lieu d'engager des poursuites?

S'ils agissent uniquement sur plainte, je ne saisis pas très bien la modification par rapport à la situation actuelle. Mais si vraiment vous donnez aux parquets le pouvoir de consulter les dossiers médicaux pour déterminer si les avortements sont pratiqués dans des conditions légales, je vous mets en garde contre les dangers de cette façon d'agir. D'ailleurs, les parquets seraient bien incapables de faire face à une telle avalanche de dossiers.

Mais surtout — je réponds ainsi à M. Baert — cela signifierait qu'après des mois, voire des années — nous connaissons la lenteur des procédures judiciaires — après qu'un avortement ait été pratiqué, un magistrat devrait statuer, sur la base d'un dossier qui lui serait soumis, sur le point de savoir si l'avortement a été ou non pratiqué dans des conditions légales.

Comment ce magistrat tranchera-t-il? Il tranchera évidemment selon ses convictions personnelles, ce que je ne lui reproche pas. Un magistrat est, en effet, une personne qui a ses convictions personnelles.

Cette façon de voir s'applique d'ailleurs dans d'autres matières. Nous savons que dans les procès intentés pour « bavures policières », outre le contenu du dossier, la conception personnelle du juge, qui sera soit davantage attaché au maintien de l'ordre, soit au maintien des libertés individuelles, pourra influencer la décision dans un sens ou dans l'autre.

Ce sera la même chose en matière d'avortement car il n'y a pas, en ce domaine, de critères objectifs.

Je voudrais signaler à M. Cerexhe que si demain, par impossible, sa proposition devenait loi, soit celle-ci ne serait pas appliquée, soit nous assisterions à une recrudescence d'avortements véritablement clandestins, car il n'y aurait plus aucune sécurité ni pour la femme ni pour les médecins.

En effet, quelles garanties aurait un médecin qui, sur la base d'un dossier, estime aujourd'hui en conscience qu'il peut pratiquer un avortement, que, dans un an, le magistrat qui doit examiner ce même dossier aurait le même point de vue? Ce médecin qui, en toute bonne foi, aurait pratiqué un avortement, risquerait un an plus tard de se retrouver en correctionnelle. Je répète que cela conduirait immédiatement à un développement des avortements clandestins et à une sorte de loterie juridique.

J'ai l'impression que si la proposition de M. Cerexhe devenait loi, la situation actuelle ne serait pas améliorée, mais aggravée.

Le but de la proposition en discussion est de responsabiliser la femme et de faire passer au niveau de la conscience de la femme et du médecin les problèmes posés par l'avortement. Votre proposition, monsieur Cerexhe, conduirait tout simplement à réactualiser les poursuites et c'est la raison pour laquelle ceux qui soutiennent la proposition Lallemand-Herman-Michielsens ne peuvent que rejeter vos amendements. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Dierickx.

De heer Dierickx. — Mijnheer de Voorzitter, in dit huis hebben wij al vele en heftige discussies over zwangerschapsafbreking gevoerd. Reeds in 1982 hebben wij daaraan debatten gewijd. Ik heb het grootste begrip voor collega's die zich zorgen maken over de continuïteit van de begrippen in ons juridisch denken. Ik begrijp dat zij niet willen aanvaarden dat de strafwetgeving milder wordt zonder grondige redenen.

Men moet er zich echter van bewust zijn dat wij in de westerse cultuur grote evoluties, onder andere in het strafrecht, hebben aanvaard, die steeds gepaard gingen met grote spanningen.

In dit geval wijs ik er echter op dat, indien de meerderheid gelijk krijgt, de wetgever toch niet lichtzinnig handelt. Er wordt immers geen juridisch « grijpbare » definitie van het begrip « noodsituatie » gegeven — dat willen de indieners ook niet — maar beweren dat het voorstel in het luchtledige hangt klopt evenmin. (*Protest op de banken van de CVP.*) De vrouw, die reeds een enorme morele crisis doormaakt, moet zeer belangrijke stappen doen en blijf geven van een grote bereidheid om de procedure te volgen. (*Protest op de banken van de CVP.*) Zij moet zich in eigen land naar een instelling begeven, niet naar een persoon, en bereid zijn verscheidene gesprekken te voeren. (*Protest op de banken van de CVP.*) Zij loopt het risico een geneesheer te ontmoeten die geen abortus wil uitvoeren. Zij moet een schriftelijke verklaring ondertekenen. Het feit dat de vrouw die weg wil volgen is het bewijs dat zij in een noodsituatie verkeert.

De heer Tant. — Ik dacht dat u kritischer was.

De heer Dierickx. — De vrouw kan deze procedure slechts ten volle ondergaan, wanneer zij er diep van overtuigd is dat ze zich in een noodsituatie bevindt die zij in gesprekken kan toelichten. Indien dit niet het geval is, zal zij ofwel het kind ter wereld brengen, ofwel naar het buitenland gaan. Uit de voorwaarden die in dit voorstel zijn opgenomen blijkt dat de Belgische wetgever deze zaak zeer ernstig aanpakt, ernstiger dan in andere landen. (*Protest op de banken van de CVP.*) Het gaat hier dus niet over een vlag die geen lading dekt. Ik heb er vroeger in de Kamer reeds op gewezen dat wij een paritair comité zouden oprichten indien het een zaak betrof die dokters, apothekers, ondernemers of arbeiders betreft. Maar, omdat het over vrouwen gaat is dit blijkbaar niet nodig.

De heer Arts. — Het gaat om mensen.

De heer Dierickx. — In het Parlement zitten hoofdzakelijk mannen. Daarom zeg ik, laten wij vertrouwen schenken aan de vrouw.

De heer Tant. — En aan het kind.

De heer Dierickx. — Laten wij vrouwen schenken aan de vrouw. Dit is mijn laatste woord. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, les interventions qui se sont succédé ont toutes repris l'argumentation qui avait déjà été largement explicitée lors de la discussion générale. En effet,

la question de l'objectivation de l'état de détresse a, à nouveau, été au centre du débat.

Je suis d'accord avec M. Cerexhe sur le fait que les termes qu'il emploie sont, d'un point de vue légistique, parfaitement compatibles avec notre ordre juridique. En effet, des notions comme celles qu'explicitent les termes: «graves», «certaines», sont courantes dans notre code. Ce n'est donc pas l'imprécision des termes — j'ai longuement développé ce point de vue hier — qui pose problème. Je tiens à rassurer M. Cerexhe: je n'ai pas d'objection quant à la qualité légistique de son texte qui, indiscutablement, est correctement rédigé.

Par contre, je m'opposerai — comme beaucoup d'autres, je présume — au principe même de l'amendement. M. Cerexhe était présent en séance hier et je suppose qu'il comprendra que je ne reprenne pas longuement l'idée qui me paraît essentielle et que j'ai déjà développée. Dans son amendement, à la différence de celui de M. Baert, ce n'est pas l'état de détresse qui est pris en considération. Si je ne m'abuse, le texte ne le mentionne pas. Ce qui est essentiel pour M. Cerexhe, ce sont les conditions objectives ou objectivables qui seraient requises pour que soit justifiée ou légitimée — peu importe ici le terme — une interruption volontaire de grossesse. Je lis le texte: «Est exceptée de la disposition prévue l'interruption de grossesse demandée expressément par la femme, si elle est justifiée par des raisons graves, certaines, etc.»

Ce n'est donc pas *a priori* le vécu de la femme ni son état de détresse ni son refus d'assumer la grossesse et de la porter à son terme qui vont justifier l'avortement, mais les raisons qui — je l'ai longuement expliqué — n'étaient jamais, spécifiquement en cette matière, véritablement pertinentes. J'ai dit que des raisons objectives pouvaient être invoquées: par exemple, la malformation grave d'un fœtus. D'autres causes «objectives» en apparence pourraient être à l'origine de la décision: par exemple, un viol ou un inceste. Mais, ai-je ajouté, de telles conditions ne sont jamais suffisantes: ni un viol, ni un inceste, ni une malformation grave ne justifient *a priori* un avortement.

En fait, c'est le retentissement de ces causes dans le vécu de la femme et la détresse qu'elles provoquent qui peuvent faire admettre un avortement. Si une femme porte un enfant acéphale ou atteint d'une maladie très grave qui le prive d'intelligence ...

M. Cerexhe. — Je tiens simplement à faire observer que nous ne considérons pas les raisons graves — dont nous avons parlé hier — dans l'abstrait, mais par rapport à la situation de la femme, c'est-à-dire à son vécu.

M. Lallemand. — Je comprends votre point de vue. Je me réjouis que vous l'ayez explicité. C'est donc, en fin de compte, le vécu qui devrait être déterminant. Mais le vécu c'est, si je ne m'abuse, la détresse ...

Dans le cadre de votre amendement, l'on déplace le problème en le faisant passer du vécu d'une conscience aux raisons objectives ou objectivées. Il faut que la femme trouve des raisons à sa détresse et qu'elle les prouve! Ce n'est pas la détresse que l'on va prouver, mais les causes prétendues, lesquelles, *a priori*, ne peuvent la justifier, comme je l'ai rappelé. Il faudra invoquer une cause acceptable à la détresse, plutôt que la réalité de celle-ci. Le reproche d'eugénisme et bien d'autres pourraient être adressés à l'encontre de cet ordre des raisons «objectives» auxquelles vous vous référez sans les préciser.

Donc, de toute façon mon objection à votre amendement demeure. Je comprends bien que l'on puisse diverger sur l'interprétation de votre texte. Ce n'est toutefois pas là l'essentiel.

En tout cas, je me suis bien fait comprendre sur cette notion des causes et j'ai demandé ce qui se passera, selon vous, dans le cas d'une femme en état de détresse et refusant radicalement sa grossesse, alors même qu'aucune des causes répertoriées — facteurs d'ordre psychologique, social et médical — n'est véritablement présente, ou que ces causes ne sont pas réunies ou certaines. Que ferez-vous? Que ferez-vous faire à d'autres, aux médecins ou aux juges?

Gros problème, à partir du moment où, dans votre texte, la dépénalisation sera liée à ces causes qui sont justifiées par des raisons graves, certaines, durables, mettant sérieusement en danger les conditions essentielles de vie de la femme et qu'aucune alternative ne s'est révélée possible.

Devant un tel texte, n'importe quel juge qui serait en principe idéologiquement hostile à la dépénalisation de l'avortement, condamnera systématiquement n'importe quel médecin ou n'importe quelle femme puisqu'une alternative est toujours possible. On peut laisser la grossesse atteindre son terme, proposer l'adoption ou d'autres solutions qui, en apparence, et en ne tenant aucun compte de ce que tout cela impliquera ensuite pour la femme, ne seraient plus de nature — en théorie — à porter atteinte à ces conditions essentielles de vie d'une personne et que l'on fait apprécier par une autre qui n'a pas vraiment à les prendre en charge. Il me revient en mémoire ce mot de La Rochefoucauld: «Nous avons tous assurément assez de courage pour supporter les maux d'autrui.» Tel est le premier problème à méditer.

Vous avez émis une objection pertinente lorsque vous demandez, à propos de l'état de détresse: «Pourquoi refuser au juge d'intervenir?» Problème en effet. Comme vous, j'admets l'existence de notions vagues dans le code. J'admets aussi, de façon générale, que les juges les contrôlent. Pourquoi dès lors avons-nous proposé qu'il n'en soit pas ainsi sur le seul point de l'état de détresse et de la détermination de la femme? Je tiens à redire nos raisons. Elles sont fondamentales. Je m'en suis expliqué hier à propos de l'avis du Conseil d'Etat.

Considérons le cas de l'attentat à la pudeur ou de la provocation à la débauche d'un mineur. Il s'agit d'infractions dont les termes sont manifestement vagues, qui peuvent donner lieu à des interprétations très subjectives. Cela n'empêche toutefois pas le juge d'intervenir parce qu'il se trouve dans le contexte d'un ordre social dans lequel un sens est toujours donné à la répression, parce que la population, de façon unanime, estimera que quelque part une limite pénale doit être tracée, qu'effectivement les attentats à la pudeur doivent être condamnés, comme tout vol doit être condamné quelle que soit l'appréciation des intentions frauduleuses ou non, de celui qui l'a commis. On se trouve dans ces cas dans un contexte où le principe même de pénalisation de l'acte n'est pas discuté.

Au contraire, en matière d'avortement — et c'est là tout le sens de notre débat — nous nous trouvons au cœur d'une société dans laquelle la pénalisation de l'acte d'avortement lorsqu'il est accompli dans une période proche de la conception est fondamentalement mise en question. Beaucoup de citoyens, à mon sens la majorité, trouvent indigne de forcer une femme, par menace de prison, à engendrer. C'est précisément là tout le problème et c'est là-dessus qu'il y a une divergence. Une partie importante des citoyens n'admet pas que l'avortement soit en lui-même punissable. L'avortement peut échapper à toute pénalité s'il répond à certaines conditions. Et c'est là que nous divergeons sur l'essentiel et c'est pourquoi il nous est tellement difficile de nous mettre d'accord.

Nous sommes donc confrontés à une division du corps social. Celle-ci rend particulièrement délicate la tâche du juge. On verra interférer dans l'appréciation de ces «conditions essentielles de vie de la femme» — et dont vous dites qu'il s'agit bien des conditions particulières à une personne — des opinions philosophiques et idéologiques, et donc des divergences d'évaluation aussi intolérables que dramatiques.

Ces jugements que vous réclamez, reproduiront en effet exactement les divergences d'appréciation qui se manifestent sur l'opportunité même de la loi pénale, que l'on constate aujourd'hui, divergences qui ont conduit à l'effondrement de l'Etat de droit, vous l'avez d'ailleurs vous-même reconnu.

Comment pouvez-vous imaginer qu'aujourd'hui, compte tenu des conceptions ambiantes de notre société, le corps judiciaire de ce pays puisse véritablement refaire une unité de jurisprudence, sur des matières aussi controversées, aussi «susceptibles».

Votre amendement conduira directement à une inquisition parce que l'appréciation des conditions essentielles de vie sera

celle d'une vie particulière, subjective! Vous voulez à la fois que le juge détermine objectivement dans quelles conditions une femme peut être en état de détresse, mais vous ajoutez que bien sûr cette appréciation des conditions essentielles de vie doit tenir compte du vécu, donc d'une subjectivité.

Vaste et dangereux programme qui verra se profiler des détresses justifiées et des détresses qui ne le seront pas! Une appréciation de cette nature, à laquelle on ajoute encore des raisons graves, certaines et durables, est véritablement impossible du point de vue de la sécurité des citoyens. Tout sera possible sauf de savoir ce qui est admissible ou non ... L'appréciation des procureurs et des juges impliquera une véritable inquisition. Il faudra mener des investigations jusque dans la conscience de la femme pour essayer de déterminer la réalité et la portée de cette détresse. Ce genre d'investigation propre à la médecine, voire à la psychanalyse, est impossible dans le rapport répressif de juge à délinquant. Une telle inquisition est intolérable. En vérité, elle porte atteinte au statut de citoyen de la femme. Il faut mettre une limite à l'inquisition des consciences, à l'investigation dans le vécu des personnes si l'on veut préserver la dignité des citoyens.

Mon deuxième reproche porte sur le fait que les juges vont bien évidemment émettre des avis divergents, comme l'a très bien dit M. Desmedt. Ils apprécieront différemment et l'arbitraire recommencera. Ce ne sera pas la loi qui fera régner un certain ordre moral dans notre société, mais ce seront les juges qui dicteront, selon leur conscience et leurs conceptions personnelles, ce qu'il faut ou non réprimer.

Votre amendement conduit aussi à compromettre les conditions qui vous paraissent cependant excellentes dans notre proposition, à savoir l'accueil de la femme. Celui-ci est essentiel. Nous estimons, en effet, que pour réduire le nombre des avortements, il faut les sortir de la clandestinité. Il faut offrir à la femme un lieu où elle puisse exposer ses problèmes en toute liberté et en toute sécurité.

Si un an plus tard, comme l'a dit M. Desmedt, un juge peut apprécier différemment du médecin, des faits qu'il n'a pas vécus — ne serait-ce que parce qu'il se trouve non pas dans le rapport confiant de médecin à patiente mais bien de juge à délinquant —, il est évident qu'une menace directe pèse sur les conditions de l'accueil. La femme ne se confiera plus comme elle aurait pu le faire et le médecin ne traitera plus la question de la même manière. Il y a là un risque évident de retour à la clandestinité, à ces pratiques où il n'est question de rien, si ce n'est d'argent.

J'ai écouté les interventions de MM. Peeters et Baert et celles-ci justifient les mêmes critiques.

Certes, j'ai noté l'évolution considérable qu'implique cette proposition par rapport aux points de vue invoqués par certains de nos collègues qui refusent toute dépénalisation, fût-elle partielle, de l'interruption volontaire de grossesse.

D'après l'amendement que vous déposez, un avortement serait possible pour des raisons sociales, psychologiques ou pour des causes d'abandon. On ne se trouve plus dans la problématique radicale, avancée par certains de nos collègues, qui veut que l'embryon jouisse dès la conception d'une garantie absolue de sorte qu'aucune dépénalisation, de quelque nature qu'elle soit, ne soit possible. Votre amendement apporte manifestement dans le traitement de la matière un changement radical d'esprit et de fondement.

Mais nos opinions divergent aussi sur l'appréciation de l'état de détresse et pour les mêmes raisons que celles que j'ai évoquées à l'encontre de l'argumentation développée par M. Cerexhe.

Ces amendements, par leur teneur, prouvent, comme je l'ai déjà dit hier, que le législateur n'est plus capable de donner un signal précis au juge, du moins lorsqu'il s'agit de pénaliser de manière générale et indéterminée les avortements. J'en vois la preuve dans le texte même de votre amendement qui stipule que «le juge peut apprécier l'application de la loi en fonction du point de vue social; si, du point de vue social la répression n'est pas souhaitable, si elle ne présente aucune utilité ou si tout au plus elle n'a plus qu'une utilité sociale, hors de proportion avec

le traumatisme supplémentaire occasionné par des poursuites pénales et l'application d'une peine». Comment mieux dire que c'est le juge qui apprécie l'application de la loi, qui dicte lui-même la loi?

C'est, en effet, à lui qu'il appartiendra de déterminer ce qu'est ou non une infraction, et d'estimer si un avortement est ou n'est pas punissable, en fonction de l'utilité sociale! En effet, il peut condamner ou non selon l'appréciation qu'il se fait de l'utilité sociale. Mais une telle appréciation, précisément, doit être le fait du législateur!

Dans le contexte du long débat que nous venons d'avoir, et des discussions qui se sont étalées sur près de trois ans au Sénat, il est aisé d'imaginer comment les juges réagiront lorsqu'ils seront placés devant des dispositions de cet ordre. Nous pouvons être certains que se manifesteront des décisions radicalement opposées sur des dossiers fort semblables. Nous n'aurons donc rien fait sinon reproduire le désordre judiciaire que nous avons connu il y a quelques années. Nous susciterons à nouveau la contestation de la loi et partant, nous mettrons en péril l'impact moral dont vous voulez la charger. On discutera non du droit à la vie, mais de l'arbitraire des poursuites. C'est là une critique que nous n'avons cessé de formuler à l'encontre de la loi pénale actuelle.

Il est indéniable qu'elle ne délivre plus son signal moral tant elle est discréditée dans les esprits et tant le principe moral est étouffé sous l'arbitraire des contestations que suscitent, dans l'opinion publique, les poursuites engagées à la suite des interruptions volontaires de grossesse.

Je ne puis dès lors, et bien à regret, approuver votre amendement. Il ne s'agit pas, dans mon chef, d'un refus de dialogue, mais nos conceptions sont différentes. En effet, nous n'envisageons pas les problèmes de la même manière. Nous n'attachons pas les mêmes conséquences aux conditions que nous formulons. Nous ne pouvons donc que constater, à regret, je le répète, l'impossibilité d'aboutir à un consensus dès l'instant où vous demandez au juge de définir les conditions objectives — psychologiques, sociales ou médicales — qui permettent aujourd'hui à une femme de pratiquer, dans les douze semaines de la conception, un avortement. Si l'on devait vous suivre, nous serions très rapidement saisis de nouvelles propositions pour faire face à un nouveau désordre judiciaire. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Baert.

De heer Baert. — Mijnheer de Voorzitter, op één punt kan ik met de heer Lallemand akkoord gaan, namelijk wanneer hij bezwaren heeft tegen de derde voorwaarde van het amendement van de heer Cerexhe c.s. Die voorwaarde bepaalt dat er geen enkel alternatief mogelijk moet zijn gebleken. Dit is niet te realiseren, want er is, althans theoretisch, altijd een alternatief mogelijk. Bij het integreren van het amendement van de heer Cerexhe in ons amendement heb ik dat deel dan ook weggelaten.

In de uiteenzetting van de heer Lallemand heb ik verder nog eens duidelijk gemerkt hoezeer de Raad van State gelijk heeft met te zeggen dat in het voorstel de begrippen «noodsituatie» en «vaste wil van de vrouw» synoniemen zijn en dus verwisselbaar en dat bijgevolg het begrip «noodsituatie» niet in het wetsvoorstel moet staan.

Bovendien heb ik ook begrepen dat het meer dan ooit de bedoeling van het voorstel is, ook al staat het als dusdanig niet in de tekst, abortus op vraag van de vrouw, wanneer zij blijk geeft van een vaste wil en onder welbepaalde omstandigheden van medische en sociaal-psychologische begeleiding, uit het strafrecht te halen. Dit is nog eens duidelijk uit die uiteenzetting gebleken, en ik had het dan ook correcter gevonden indien dit zo in de tekst van het voorstel werd gesteld. Wij hadden dan het gesprek op meer serieuze en klare gronden kunnen voeren. (*Applaus.*)

De heer Arts. — Zeer juist!

M. le Président. — La parole est à M. de Seny.

M. de Seny. — Monsieur le Président, puis-je demander à M. Lallemand ce qu'il pense de mon amendement technique, d'ordre purement linguistique?

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, le terme « interruption de grossesse » est consacré pratiquement par toutes les législations, y compris la législation française. Ce terme renvoie donc à une réalité que chacun connaît et comprend bien.

Je constate, par ailleurs, que le même terme est employé dans les propositions d'amendements de MM. Cerexhe et Baert.

Nous sommes unanimes, je pense, à estimer que, du point de vue de la terminologie, il n'y a aucune équivoque. L'équivoque surgira plutôt de votre amendement et je ne suis pas disposé à la consacrer.

M. de Seny. — Il faudra donc changer la définition du dictionnaire.

M. Lallemand. — Vous pouvez écrire à l'Académie française, monsieur de Seny. (*Sourires.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cooreman.

De heer Cooreman. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil even stilstaan bij de bewijslast. Wij zijn thans bezig met de wijziging van het strafrecht. Het strafrecht is, zoals u weet, van strikte toepassing. Wij voeren nu een nieuwigheid in in het strafrecht door te bepalen dat onder bepaalde voorwaarden de rechter niet meer kan controleren. « De appreciatie door de geneesheer van de vaste wil en van de noodsituatie van de zwangere vrouw, op basis waarvan hij aanvaardt de ingreep uit te voeren, kan niet meer worden aangevochten indien bij het uitvoeren van de ingreep wordt voldaan aan de in artikel 2 bepaalde voorwaarden. »

Indien de tekst van het voorstel wordt goedgekeurd, zal de rechter dus geen controle meer kunnen uitoefenen op de appreciatie van de geneesheer. In het strafrecht is het nu de procureur of het openbaar ministerie die de voorwaarden van het misdrijf moet bewijzen. In het voorstel wordt een soort van rechtvaardigingsgrond ingevoerd, die weliswaar wordt aangevochten, maar daarover wil ik het nu niet hebben.

Wie moet nu het bewijs leveren van het bestaan van die rechtvaardigingsgrond? Mijns inziens moet degene die de rechtvaardigingsgrond inroept het doen. Ik weet dat daarover een juridische discussie bestaat, maar ik heb het werk van Calewaert en Van Houte, waarvan ik vermoed dat u het toch goede auteurs vindt, mijnheer Erdman, nagekeken. Zij zeggen dat er verschillende theorieën zijn over de bewijslast van de rechtvaardigingsgronden. Sommige juristen beweren dat degene die een rechtvaardigingsgrond inroept, het bewijs daarvoor moet leveren. Zij verwijzen ter zake onder meer naar Nijpels en Servais. Andere juristen zijn dan weer de andere mening toegedaan. Persoonlijk is hij van mening dat de volledige bewijslast rust op de vervolgende partij, maar niet wat betreft de bewijsoverlevering, die door degene die ze inroept moet worden bewezen.

Wanneer men de principes algemeen toepast, mag de rechter de vaste wil van de vrouw en de noodsituatie, vastgesteld door de dokter, niet meer appreciëren, maar hij mag en moet wel beoordelen of de abortus plaats heeft gehad vóór het einde van de twaalfde week van de zwangerschap. Wie zal dat bewijzen? Wie zal bewijzen dat de ingreep is gebeurd nadat zes dagen zijn verlopen tussen de aanvraag, dus ten laatste zes dagen vóór het einde van de twaalfde week, en de schriftelijke bevestiging? Wie zal bewijzen dat de ingreep heeft plaatsgehad in een instelling die voldoet aan al de voorwaarden opgesomd in artikel 2, 1^o, b? Wie zal bewijzen dat de dokter de vrouw heeft ingelicht zoals in het artikel staat? Wie zal bewijzen dat er een schriftelijk

akkoord was gegeven op de dag van de ingreep? Wie zal bewijzen dat voorlichting werd gegeven over de contraceptieven?

Het is duidelijk dat de rechter de bepalingen van artikel 2, 6^o, wel mag controleren. Wanneer de zwangerschap verder is gevorderd dan twaalf weken dan gebeurt de zwangerschapsafbreking niet meer op eenvoudige aanvraag, maar moeten gewichtige redenen worden ingeroepen, en wie ze inroept moet bewijzen dat zij werden vervuld. Dat is juridisch totaal onaanvechtbaar.

Als men beweert dat abortus moet worden vervolgd omdat men er tegen is, zodat alleen onder bepaalde voorwaarden niet mag worden vervolgd, dan moeten ook hier al de bepalingen van het strafrecht worden toegepast. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil even aansluiten bij wat de heer Cooreman daarnet heeft gezegd en er de aandacht op vestigen dat er een onderscheid moet worden gemaakt tussen de bewijslast en de bewijsoverlevering.

De heer Cooreman heeft dit onderscheid gemaakt bij zijn principiële ontleding van de zaak, maar de vragen die hij heeft gesteld kunnen enigszins aanleiding tot verwarring geven.

Het openbaar ministerie heeft de bewijslast van het bestaan van een misdrijf. Als het bij zijn onderzoek alle elementen, die mogelijk een rechtvaardigingsgrond vormen, in het dossier terugvindt kan het weliswaar niet vervolgen, maar wanneer het met betrekking tot één bepaald element twijfelt, is het afhankelijk van de bewijsoverlevering van de betrokkene.

De Voorzitter. — Wij bespreken nu het gedeelte van het artikel dat handelt over de voorwaarden die gesteld worden aan de vrouw.

Nous examinons maintenant le volet de l'article relatif aux conditions posées à la femme.

La parole est à M. Cerexhe pour défendre la partie de son amendement qui traite de ce sujet.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, le 1^o, alinéa 2 a) et b), prévoit les conditions dans lesquelles une interruption volontaire de grossesse peut avoir lieu pour échapper à l'application de la condamnation prévue par l'alinéa premier.

A cet égard, trois éléments sont indiqués: l'interruption volontaire de grossesse doit intervenir dans un certain délai, à savoir avant la douzième semaine; elle doit être pratiquée dans de bonnes conditions médicales, par un médecin, dans un établissement de soins où existe un service d'information et d'accueil; enfin, comme prévu *in fine* du b), la femme consultera et obtiendra une certaine assistance, à sa demande, ou à la demande du médecin.

Les conditions objectives que nous proposons fixent le cadre dans lequel peut se pratiquer une interruption volontaire de grossesse.

Nous sommes d'accord quant à la mise en place de structures d'accueil. On ne mettra jamais suffisamment l'accent sur l'absolue nécessité de donner à la femme, qui se trouve dans une situation dramatique, l'accueil, l'information, ainsi que l'aide et l'assistance requis. Il n'y a pas une seule législation au monde qui se soit préoccupée de la problématique de l'interruption volontaire de grossesse et n'ait pas mis en place un système d'accueil susceptible de faire en sorte que la femme ne se trouve dans une solitude dramatique.

Mais on peut avoir de cette structure d'accueil différentes conceptions. Pour les auteurs de la proposition, elle se doit d'être neutre, d'informer la femme, sans peser en rien sur sa volonté ni dans un sens ni dans l'autre. Notre vision de la structure d'accueil est différente. Nous voulons non seulement

que la femme puisse disposer d'informations mais, obligatoirement, de conseils et d'assistance. Comme je l'ai dit dans mon intervention lors de la discussion générale, il ne s'agit pas de peser sur la conscience de la femme ni de la culpabiliser, mais de lui faire prendre conscience de sa responsabilité et à l'égard de l'enfant qu'elle porte en elle, et à l'égard de la société. De cette façon, elle pourra en toute sérénité et en toute lucidité prendre sa décision.

C'est le sens de l'information que nous souhaitons, comme les auteurs de la proposition d'ailleurs. C'est également le sens des conseils et de l'assistance que nous estimons obligatoires, contrairement à ce qui est prévu dans le texte dont nous débattons.

Ma deuxième observation concerne le cadre dans lequel peut se pratiquer une interruption volontaire de grossesse. Le texte de la proposition de loi stipule que l'interruption volontaire de grossesse doit être pratiquée dans un établissement de soins. Le terme «établissement de soins», dont le contenu peut être très large, n'est pas défini par la législation nationale.

Seul un décret de la Communauté française fait référence, d'une manière d'ailleurs fort imprécise, à la notion d'établissement de soins. Si l'on s'en tient au texte, on ne voit pas très bien où peut se pratiquer une interruption volontaire de grossesse. Ceci est d'autant plus grave qu'aucune précision n'est donnée quant à cette notion d'établissement de soins, même lorsque l'interruption volontaire de grossesse est pratiquée après la douzième semaine, période où les risques médicaux sont pourtant beaucoup plus élevés.

Je ne connais pas une seule législation aussi imprécise quant au lieu où peut se pratiquer une interruption volontaire de grossesse. C'est la raison pour laquelle nous suggérons que cette intervention ait lieu dans un établissement agréé, c'est-à-dire à l'égard duquel les autorités ont pu vérifier s'il est parfaitement adéquat du point de vue sanitaire et médical.

Comme je l'ai dit hier, si nous n'allons pas plus loin dans la définition des conditions de l'agrément, nous ne sortons certainement pas de la compétence du législateur national.

J'en viens au troisième élément de notre proposition. Nous proposons que l'interruption volontaire de grossesse ne puisse avoir lieu qu'à partir d'un certain délai, en l'occurrence à partir du septième jour — mais cela pourrait tout aussi bien être le sixième — qui suit la date à laquelle la femme enceinte a consulté le médecin pour la première fois. Jusqu'ici aucune différence par rapport à la proposition discutée.

Mais nous nous en écartons profondément en exigeant que le dossier médical stipule la date à laquelle a eu lieu cette première consultation. En effet, ce délai de réflexion est fondamental, essentiel, puisqu'il permettra éventuellement à la femme de retrouver son équilibre, de prendre sa décision en pleine connaissance de cause, après avoir reçu les informations, les conseils et l'assistance dont j'ai parlé tout à l'heure.

Dès lors, il nous semble que ce délai de six ou sept jours doit faire l'objet d'un contrôle très strict. C'est la raison pour laquelle nous prévoyons l'indication, dans le dossier médical, de la date de la première consultation.

J'hésite toujours à procéder à des comparaisons avec des législations parallèles d'une tout autre nature. Je dérogerai pourtant exceptionnellement à ce principe, si vous me le permettez.

La législation sur la vente et le prêt à tempérament, par exemple, prévoit un délai de réflexion permettant à l'acheteur qui s'est peut-être engagé trop rapidement, victime de certaines pressions ou d'un enthousiasme excessif, de revenir, dans un délai de sept jours, sur sa décision. Cette législation de 1958 fixe des conditions et des modalités très strictes quant au respect de ce délai.

Serait-il vraiment aberrant et étrange, dans une matière aussi délicate et importante, de prévoir que le délai de sept jours sera bien observé?

En nous privant de cette garantie, nous risquons de voir cette période de réflexion fortement réduite ou tout à fait inexistante,

comme c'est le cas en France où la législation ne prévoit aucun contrôle des délais.

Tels sont les amendements que nous présentons en ce qui concerne les conditions et le cadre dans lesquels pourrait se pratiquer une interruption volontaire de grossesse. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil even reageren op wat collega Cerexhe zoëven heeft gezegd.

Ten eerste, wij zijn gekant tegen de erkenning van de zogenaamde centra, in feite instellingen voor gezondheidszorg, omdat wij het nationale karakter van de strafwet willen vrijwaren en niet afhankelijk willen worden van verschillende «subregionale strafrechtelijke bepalingen», met alle nadelige gevolgen van dien.

Ten tweede, met betrekking tot het vermelden van de datum van de eerste consultatie in het dossier, verwijs ik naar wat de heer Cooreman en ikzelf zoëven hebben opgemerkt over de bewijslevering.

De heer Cerexhe zal mij niet tegenspreken als ik zeg dat, wanneer de strafwet alleen een rechtvaardigingsgrond of een element van rechtvaardigingsgrond bevat, namelijk dat de ingreep ten minste zes dagen na de eerste consultatie heeft plaatsgegrepen, de bewijslevering van dit element noodzakelijk zal zijn. Het lijkt mij dan totaal overbodig de verplichte vermelding van de datum van de eerste consultatie in de wet in te schrijven.

M. le Président. — La parole est à M. Falise.

M. Falise. — Monsieur le Président, permettez-moi de demander une précision à notre collègue.

Monsieur Erdman, si je vous ai bien compris, vous craignez que, dans l'une ou l'autre région du pays, les critères imposés ne soient trop exigeants, voire insupportables. Il ne serait alors pas possible d'ouvrir et de faire fonctionner les centres.

M. Erdman. — C'est exact.

M. Falise. — Je vous remercie.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Baert om het deel van zijn amendement te verdedigen dat handelt over de voorwaarden die gesteld worden aan de vrouw.

De heer Baert. — Mijnheer de Voorzitter, wanneer de noodsituatie is vastgesteld en de ingreep wordt uitgevoerd, dient dit te gebeuren in een instelling erkend door de bevoegde overheid en onder door die overheid te bepalen voorwaarden. Als we aannemen dat het hier om zuivere strafwetgeving, dus nationale wetgeving gaat — voor mij gaat het hier niet meer om een strafwetgeving — dan zal de bevoegde overheid het ministerie van Volksgezondheid zijn. Daar heb ik geen bezwaar tegen. Het zou ook kunnen dat een andere overheid bevoegd is. Dat zal dan in voorkomend geval door het Arbitragehof moeten worden uitgemaakt.

Wij zijn ook van oordeel dat het geen zin heeft te beweren dat de hulp en de raad inzake de middelen waarop de vrouw een beroep zal kunnen doen voor de oplossing van de psychologische en maatschappelijke problemen die door haar toestand zijn ontstaan, slechts kunnen worden verleend op verzoek van de vrouw of van de geneesheer. Het lijkt mij vrij duidelijk dat de vrouw nooit om zulke raad en hulp zal verzoeken. De geneesheer die zegt dat de vrouw zich in een noodsituatie bevindt en dat ze de vaste wil heeft zal de ingreep doen, maar zal er evenmin op staan, zulke hulp en raad te vragen. Ik zie niet in waarom die hulp en raad, die zeer nuttig kunnen zijn, niet in ieder geval zou worden verstrekt, verplicht. Dat is de logica zelf.

Ik heb voorts fundamentele bezwaren tegen het laatste lid van het 2° dat handelt over de appreciatie door de geneesheer van de vaste wil en de noodsituatie van de vrouw. Ik hoef daar niet verder op in te gaan.

Ik zal over dit lid een afzonderlijke stemming vragen. Dit lijkt mij aangewezen omdat het hier gaat om het sluitstuk van artikel 2.

Er schuilt enige waarheid in de opmerkingen van de heer Cerexhe over de problemen van de bewijsbaarheid van de wachttijd van zeven of zes dagen. Wij hebben het daarom nuttig geacht dat de vrouw niet op de dag van de ingreep, zoals in het voorstel is vermeld, maar ten hoogste 48 uur en ten minste 24 uur vóór de ingreep schriftelijk moet bevestigen dat zij deze wenst te ondergaan.

Ik meen hiermede onze amendementen ten deze voldoende te hebben toegelicht. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, de diensten hebben inmiddels document 247/11 rondgedeeld, met de tekst van het amendement dat vanmorgen werd aangekondigd.

Bij de hervatting van onze werkzaamheden om 14 uur zal ik één van de indieners van het amendement verzoeken een toelichting te verstrekken. Een deel van het amendement is van toepassing op de materie die wij vanmorgen hebben behandeld.

Cet après-midi, lors de la reprise de nos travaux, je demanderai à l'un des auteurs de cet amendement de bien vouloir le défendre car il porte partiellement sur des matières dont nous avons traité ce matin.

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, je voudrais expliquer brièvement à M. Cerexhe la différence qui existe entre son amendement et la proposition, différence que j'ai déjà expliquée en commission.

Je lirai tout simplement un extrait de la note de la Fédération belge des centres de consultations conjugales, qui est d'ailleurs d'obédience chrétienne: «Le passage par une structure d'accueil doit rester libre. Une telle aide ne sera efficace et valable que si, au lieu d'être imposée, elle est recherchée librement. Obligatoire, elle serait du reste rapidement réduite à une formalité administrative.»

Par ailleurs, le Centre pluraliste familial a également formulé des observations de ce genre: «Que ceux qui sont convaincus de la nocivité de l'avortement, cherchent à en dissuader la femme, c'est là un point de vue qu'il ne nous appartient pas de traiter ici. Mais nous tenons à dire avec force, au nom de la pratique d'aide aux personnes en difficulté, qu'il est impossible de réaliser ensemble ces deux objectifs divergents: l'accueil et la dissuasion. Il n'y a pas d'accueil vrai d'un être, avec tout ce qu'il porte en lui de richesses et d'ambiguïtés, de peurs et de

confiance, de limites et de possibilités, ce qui fait en réalité son identité personnelle, lorsqu'on cherche à lui communiquer une solution.»

Dans la pratique, nos options ne sont peut-être pas éloignées l'une de l'autre; mais nous divergeons sur la théorie, sur les méthodes à mettre en œuvre.

L'accueil peut certes dissuader, mais il faut que les conditions d'ouverture et de respect de la personne soient garanties. La femme sera peut-être amenée au terme d'un entretien confiant à changer d'avis, comme cela se passe déjà et fort heureusement dans les centres extra-hospitaliers.

Mais demander à des psychologues de traiter quelqu'un qui serait contraint de se soumettre à leur examen est en contradiction formelle avec la déontologie qui domine ce type de relation avec les patients.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Baert.

De heer Baert. — Mijnheer de Voorzitter, het gaat hier niet om een behandeling, maar om het geven van hulp en raad. Dat is heel wat anders. Ik wil er ook op wijzen dat in ons voorstel de geneesheer die de ingreep zal uitvoeren, zich ervan moet vergewissen of aan de vrouw vooraf de voorlichting is verstrekt zoals bedoeld in artikel 2, 1°, b. Dat is essentieel want indien de geneesheer niet verplicht is zich ervan te vergewissen of de vrouw die hulp en raad en die voorlichting gekregen heeft, hoeft men ze ook niet te geven; dan is dit immers geen voorwaarde voor het vervallen van de strafbaarheid. De verplichting om die voorlichting te verstrekken is dan een wassen neus.

De Voorzitter. — Ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken.

Het woord is aan de heer Gijs.

De heer Gijs. — Mijnheer de Voorzitter, wij zouden in onze fractie overleg willen plegen over de amendementen die zo pas werden ingediend. Zou het derhalve mogelijk zijn onze werkzaamheden om kwart over twee te hervatten in plaats van om twee uur?

De Voorzitter. — Ik veronderstel dat de Senaat kan ingaan op dit verzoek? (*Instemming.*)

Wij zetten deze bespreking vanmiddag te 14 uur 15 voort.

Nous poursuivrons cette discussion cet après-midi à 14 heures 15.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 12 h 35 m.*)

(*La séance est levée à 12 h 35 m.*)

